

**LA VOIX UNIFIÉE
DES CADRES SCOLAIRES
DU QUÉBEC**



AVIS

**RECOMMANDATIONS DE L'AQCS CONCERNANT LE FINANCEMENT DE
LA FORMATION GÉNÉRALE DES ADULTES, DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES DANS LE
RÉSEAU DES COMMISSIONS SCOLAIRES**

30 janvier 2018



Table des matières

Association québécoise des cadres scolaires	1
1.0 Mise en contexte et présentation du document	2
2.0 Formation professionnelle.....	4
2.01 FP — Montant pour l'organisation scolaire (mesure 13010)	4
2.02 FP — Coût moyen subventionné par enseignant (mesure 13010)	5
2.03 FP — Facteurs d'abandon pour le financement du personnel enseignant (mesure 13010)	6
2.04 FP — Allocation pour le personnel de soutien (mesure 13010)	9
2.05 FP — Allocation pour les ressources matérielles (mesure 13010)	11
2.06 FP — Formation à distance (mesure 13025)	12
2.07 FP — Examen seulement (mesure 13022) et examen de reprise (mesure 13023)	14
2.08 FP — Assistance aux autodidactes (mesure 13024)	15
2.09 FP — Concomitance (mesure 13030)	15
2.10 FP — Alternance travail-études (ATE) (mesure 13026)	16
2.11 FP — Passerelle Certificat de formation des métiers semi-spécialisés (CFMS)-DEP (mesure 13040)	17
2.12 FP — Reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) (mesure 13021)	17
2.13 FP — Investissements MAO.....	18
2.14 Produit maximal de base – ajustement pour les commissions scolaires en décroissance démographique en formation professionnelle	19
2.15 Attestation d'études professionnelles, compétences à la carte et allocation pour la formation des petits groupes	20
2.16 Pour la fréquentation et la réussite des jeunes en FP (mesure 15044)	21
3.0 Financement des services aux entreprises (SAE)	22
4.0 Formation générale des adultes et formation professionnelle – FGA-FP	24
4.01 FGA-FP — Financement des journées pédagogiques pour le personnel enseignant à taux horaire	24
4.02 FGA-FP — Aide aux élèves ayant des besoins particuliers (mesure 12040)	25
4.03 FGA-FP — SARCA (mesure 12050)	26
4.04 – Multiplication des mesures et lourdeur administrative :	27
5.0 Formation générale des adultes – FGA.....	28
5.01 FGA — Allocation pour les ressources matérielles (mesure 12010)	28
5.02 FGA — Enveloppe budgétaire fermée.....	28
5.03 FGA — Reconnaissance des acquis (mesure 12090)	30
5.04 FGA — Coûts additionnels associés à l'implantation du renouveau pédagogique.....	30
6.0 Améliorations à la présentation des règles budgétaires (RB)	31
7.0 Conclusion.....	33
Liste des recommandations	34
ANNEXES 1 À 16.....	38

ANNEXE 1 - Évolution du financement des autres activités de formation et du taux horaire d'un enseignant en formation professionnelle sans la contribution de l'employeur et les avantages sociaux	39
ANNEXE 2 - Impact sur le financement de la formation professionnelle (2016-2017) de la baisse des facteurs d'ajustement pour les abandons.	40
ANNEXE 3 - Analyse des taux d'abandon pour l'année 2015-2016	41
ANNEXE 4 – Répartition des montants par ETP pour le personnel de soutien en formation professionnelle	42
ANNEXE 5 - Montant par ETP pour le personnel de soutien en formation générale des adultes par commission scolaire	43
Annexe 6 - Comparaison entre les tâches administratives du personnel de soutien de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle	45
ANNEXE 7 - Appariement des revenus et des dépenses des ressources matérielles de la formation professionnelle pour l'année 2015-2016.....	46
ANNEXE 8 - Évolution des montants pour l'alternance travail-études.....	47
ANNEXE 9 - Financement d'une unité de formation à distance en formation générale des adultes par commission scolaire	48
ANNEXE 10 – Avis de l'AQCS – Services complémentaires aux élèves ayant des besoins particuliers en formation générale des adultes et en formation professionnelle	50
ANNEXE 11 - Précisions sur la mesure 12040 Aide aux élèves ayant des besoins particuliers	66
ANNEXE 12 - Évolution des allocations pour le SARCA et les élèves ayant des besoins particuliers	67
ANNEXE 13 – Appariement des revenus et des dépenses des ressources matérielles de la formation générale des adultes pour l'année 2015-2016	68
ANNEXE 14 - Évolution de la clientèle en formation générale des adultes par catégorie de service.....	69
ANNEXE 15 - Évolution des montants pour la reconnaissance des acquis en formation générale des adultes et du coût horaire d'un enseignant à taux horaire entre 2006-2007 et 2017-2018.....	70
ANNEXE 16 – Exemple de présentation du projet de règles budgétaires	71





Association québécoise des cadres scolaires

L'Association québécoise des cadres scolaires (AQCS) regroupe quelque 2 200 gestionnaires œuvrant au sein des 72 commissions scolaires francophones et anglophones du Québec. Elle rassemble, protège, soutient, informe et représente les cadres du réseau scolaire québécois. Les cadres scolaires occupent des fonctions de conseil, de soutien et d'encadrement dans les centres administratifs des commissions scolaires, dans les centres d'éducation des adultes et de formation professionnelle, ainsi que dans des écoles primaires et secondaires. Le travail des cadres scolaires influence directement la qualité des services éducatifs offerts dans nos établissements publics, et contribue à la réussite de plus d'un million d'élèves, chaque jour. Les cadres scolaires se retrouvent dans les onze champs d'expertise suivants :

- ▶ Formation générale, professionnelle et aux entreprises
- ▶ Services administratifs d'établissement
- ▶ Services de l'approvisionnement
- ▶ Services des ressources financières
- ▶ Services des ressources humaines
- ▶ Services des ressources matérielles
- ▶ Services du secrétariat général et des communications
- ▶ Services du transport
- ▶ Services éducatifs
- ▶ Organisation scolaire
- ▶ Technologies de l'information

Cet avis a été rédigé par la Commission professionnelle de la formation générale, professionnelle et aux entreprises (CPFGPE) en collaboration avec la Commission professionnelle des services des ressources financières (CPSRF).



1.0 Mise en contexte et présentation du document

Depuis plusieurs d'années, l'Association québécoise des cadres scolaires est préoccupée par l'évolution de la qualité des services éducatifs offerts en formation générale des adultes, en formation professionnelle et aux services aux entreprises (SAE).

Au printemps 2017, la Commission professionnelle de la formation générale, professionnelle et aux entreprises (CPFGPE) de l'AQCS a amorcé une analyse des règles budgétaires, notamment celles de 2017-2018 relatives à la formation générale des adultes et à la formation professionnelle. Cette analyse a coïncidé avec le lancement de la Politique de la réussite éducative (PRÉ), laquelle vise, entre autres, des objectifs rehaussés en matière de la formation des adultes et de la qualification professionnelle.

Cet avis a pour objectif de tracer un portrait fiable et réaliste de la situation du financement ministériel. Nous constaterons que les services éducatifs en formation générale des adultes et en formation professionnelle souffrent depuis longtemps d'un sous-financement, et ce dernier se perpétue d'une année à l'autre. Les recommandations de cet avis visent à améliorer la qualité des services éducatifs. Elles ont pour trame commune les six orientations suivantes :

- ▶ L'indexation des paramètres de financement afin de permettre le maintien et le développement des services d'enseignement et de soutien aux diverses clientèles ;
- ▶ L'importance de compter, en matière de financement, sur une réponse diligente et ouverte en concordance avec les besoins des clientèles ;
- ▶ Un niveau général de ressources disponibles qui permet au réseau de maintenir le niveau de services ou d'en développer de nouveaux ;
- ▶ L'importance de sortir du dogme d'une approche restrictive s'appuyant sur l'adéquation formation-emploi qui laisse peu de marge de manœuvre et d'autonomie aux régions et qui, par ailleurs, exige de rendre disponibles des ressources pour le développement de réponses adaptées ;
- ▶ Une simplification, une transférabilité et une plus grande cohérence des allocations découlant des mesures mises en place en formation générale des adultes et en formation professionnelle ;
- ▶ Une simplification de la reddition de comptes pour faire en sorte que chaque allocation n'ait pas à faire l'objet d'un rapport séparé et, le cas échéant, lorsqu'il y a une reddition de comptes, s'assurer d'un suivi et d'une rétroaction ministériels.

Par souci de pragmatisme, nous avons formulé des recommandations visant une amélioration aux paramètres de financement associés à chacune des mesures et allocations visées des règles budgétaires. Nous les avons regroupées sous cinq rubriques associées à la formation professionnelle, à la formation générale des adultes, aux éléments conjoints de ces deux secteurs, aux services aux entreprises et enfin, à la présentation du document des règles budgétaires lui-même.



2.0 Formation professionnelle

2.01 FP — Montant pour l'organisation scolaire (mesure 13010)

Règles budgétaires 2017-2018, page 32

Les règles budgétaires précisent ceci : « L'allocation pour le personnel enseignant a trait à un montant par élève, particulier à chaque commission scolaire, calculé relativement à l'organisation scolaire. Ce montant tient compte des particularités de chaque commission scolaire eu égard à la formation des groupes d'élèves. Il est établi à partir de l'écart entre le nombre de postes d'enseignants calculé à partir du nombre moyen d'élèves par groupe, précisé par les conventions collectives en vigueur, ou d'une moyenne particulière à certains programmes, le cas échéant, et le nombre de postes d'enseignants, calculé selon le modèle du Ministère ».

Le texte précise que ce montant tient compte des particularités de chaque commission scolaire eu égard à la formation des groupes d'élèves. Le modèle du Ministère forme les groupes au sein de la commission scolaire, même si le programme est offert dans plusieurs bâtiments différents de celle-ci. Le fait que les programmes soient offerts à plus d'un endroit résulte, dans la majorité des cas, de la fusion des commissions scolaires en 1998. Par exemple, à la Commission scolaire des Chic-Chocs, la clientèle est dispersée sur une étroite bande d'environ 30 km de largeur et longue d'environ 250 km. La distance entre Gaspé et Sainte-Anne-des-Monts est supérieure à 200 kilomètres. Il y a peu d'élèves dans ces programmes en raison de la faible densité de la population. Si dans le programme « Secrétariat », il y a 11 inscriptions à Gaspé et 10 à Sainte-Anne-des-Monts, le modèle du Ministère reconnaît un seul groupe, donc 1,42 enseignant, sans prendre en considération l'ajustement pour l'évaluation. Dans les faits, la commission scolaire a recours à 2,84 enseignants. La même problématique se pose à la Commission scolaire de l'Estuaire (Forestville et Baie-Comeau) et à la CS de la Baie-James (Chibougamau et Matagami) pour ne citer que ces deux commissions scolaires. Donc, le modèle ne prend pas en considération toutes les particularités des commissions scolaires.

En formation générale des adultes et en formation générale des jeunes, les modèles du Ministère prennent en considération la dispersion des points de service sur le territoire de la commission scolaire en formant des groupes par établissement. De plus, en formation générale des adultes, le montant par élève pour le soutien prend en compte la distance entre les points de service. Dans le cas de la formation générale des jeunes, le modèle tient compte des écoles-bâtiments et ajoute plusieurs allocations additionnelles pour les petites écoles.

Considérant que le Ministère vise une augmentation du taux de diplomation ;

Considérant qu'une partie de la clientèle inscrite en formation professionnelle est une clientèle jeune au sens de la Loi sur l'instruction publique (LIP) ;

Considérant que le modèle actuel favorise les commissions scolaires avec une forte densité de population ;

Considérant que le modèle actuel ne prend pas en considération la géographie des commissions scolaires ;

Considérant qu'en région éloignée, un centre de formation professionnelle contribue à l'économie locale ;

Considérant qu'il y a des mesures en formation générale des jeunes pour le maintien des petites écoles dans les villages ;

Considérant que le fait qu'un programme se donne à plus d'un endroit résulte de la fusion des commissions scolaires ;

Considérant l'orientation 8.2 de la PRÉ qui vise à raffermir les liens entre les milieux éducatifs et les différents acteurs de la communauté (PRÉ, page 68) ;

Considérant l'orientation 8.3 de la PRÉ qui vise à accroître la contribution du système d'éducation à la vitalité du territoire et au maintien des petites communautés (PRÉ, page 69) ;

Considérant le principe de gouvernance de subsidiarité de la PRÉ qui vise une décentralisation des processus et des décisions pour mieux prendre en compte les réalités locales et régionales (PRÉ, page 73) ;

RECOMMANDATION 1

Augmenter le montant pour l'organisation scolaire lorsqu'un programme de formation professionnelle est offert en plusieurs points de service en raison des distances à parcourir.

2.02 FP — Coût moyen subventionné par enseignant (mesure 13010)

Règles budgétaires 2017-2018, page 32

Le Ministère apporte un ajustement lors du calcul du coût moyen subventionné par enseignant afin de tenir compte des enseignants qui œuvrent dans des programmes non financés par le Ministère.

Les autres activités de formation représentent une faible proportion des revenus des commissions scolaires. Dans ces activités, le personnel enseignant est généralement payé à taux horaire. Toutefois, dans certaines commissions scolaires, ces activités sont très importantes et représentent une grande proportion des revenus, comme c'est le cas à la CS de la Rivéraine, où la formation à distance représente plus de 20 % des revenus (23 % en 2014-2015).

Ces activités, payées à taux horaire, ont pour effet de réduire le coût moyen subventionné par enseignant. Plus ces activités sont importantes, plus l'impact est important. La commission scolaire a donc de la difficulté à payer le salaire des enseignants des DEP et ASP pour deux raisons :

- ▶ L'allocation pour les autres activités de formation n'est pas indexée depuis de très nombreuses années (annexe 1) ;
- ▶ Les enseignants à taux horaire qui travaillent dans les autres formations contribuent à diminuer le facteur d'ajustement du coût subventionné.

Considérant que le financement doit couvrir les activités d'enseignement des DEP et ASP ;

Considérant que les montants pour les autres activités de formation n'ont, pour ainsi dire, jamais été indexés ;

RECOMMANDATION 2

Établir le coût moyen subventionné par enseignant pour les activités relatives aux DEP et aux ASP distinctement des autres activités de formation.

2.03 FP — Facteurs d'abandon pour le financement du personnel enseignant (mesure 13010)

Règles budgétaires 2017-2018, page 32

En 2011-2012, le Ministère a réduit les facteurs des DEP et ASP pour compenser les abandons, comme le montre le tableau qui suit.

TABLEAU 1 : Facteurs d'abandon pour le personnel enseignant, le personnel de soutien et les ressources matérielles des DEP et ASP 1989-1990 à 2010-2011 et 2011-2012 à 2017-2018

De	1989-1990	2011-2012
À	2010-2011	2017-2018
RH < 20 ans	1,150	1,100
RH => 20 ans	1,100	1,050
RS	1,100	1,050
RM	1,050	1,000

Cette réduction, en 2015-2016, se traduit par une diminution de 34 902 447 \$ (annexe 2). Selon les programmes, l'impact est différent. En moyenne, cela représente 511 \$ par ETP en moins pour l'organisation des services.

Or, on constate que le taux d'abandon calculé par le ministère est basé sur le nombre d'élèves ayant quitté leur parcours de formation après avoir suivi au moins 30 % de la durée du programme auquel ils étaient inscrits. Bien que les élèves ayant abandonné plus tôt ne sont pas comptabilisés, ceux-ci ont reçu les mêmes services de formation, d'encadrement et de suivi que les autres sans pour autant générer un financement adéquat.

Il existe une différence fondamentale dans le financement entre la formation générale des jeunes, la formation générale des adultes et la formation professionnelle.

- ▶ Le financement de la formation générale des jeunes repose sur la déclaration du 30 septembre. Le financement est assuré au moment de l'inscription, de sorte que la commission scolaire est en mesure d'équilibrer ses engagements financiers, principalement les salaires, en fonction de revenus générés par les inscriptions. Les abandons sont donc financés.
- ▶ En formation générale des adultes, le financement est assuré par la présence de l'élève à ses activités de formation, peu importe le temps qu'il prend pour obtenir une sanction à un cours. La commission scolaire, si elle respecte le nombre d'ETP de son enveloppe fermée, est assurée de pouvoir respecter ses engagements financiers.
- ▶ En formation professionnelle, le financement est assuré à la sanction, soit à la fin de chaque cours. L'élève qui abandonne avant la sanction n'est donc pas financé pour cette sanction, ni pour toutes les autres sanctions prévues à son profil, ni pour les heures de formation qu'il a suivies avant son abandon. Afin de compenser les abandons, le Ministère bonifie les ETP sanctionnés. Cette bonification a été la même depuis l'implantation de la réforme de la formation professionnelle en 1989 jusqu'en 2010-2011. À partir de 2011-2012, ces pourcentages ont été révisés à la baisse, comme le montre le tableau 1.
- ▶ Le taux d'abandon peut être calculé à partir de LUMIX et à partir des bilans. Toutefois, les résultats ne sont pas comparables. Le taux d'abandon dans LUMIX est calculé en fonction des individus inscrits dans une cohorte et celui des bilans l'est en fonction des sanctions. Ainsi, dans LUMIX, un élève qui abandonne après deux semaines a le même poids que celui qui abandonne après six mois. Dans les faits, un élève qui abandonne après deux semaines aura moins de sanctions qu'un élève qui abandonne après six mois.

Puisque le financement repose sur les sanctions, l'écart entre les ETP déclarés et les ETP sanctionnés a été utilisé pour calculer le taux d'abandon. Cette méthode manque toutefois de précision pour les raisons suivantes :

- ▶ La façon de saisir les inscriptions et les déclarations n'est pas uniforme d'une commission scolaire à une autre.
- ▶ L'élève qui reprend un cours, à la suite d'un échec, vient aussi influencer l'écart entre les déclarations et les sanctions.

L'annexe 3 présente une analyse des taux d'abandon.

Le tableau 1 de l'annexe 3 montre l'analyse des activités par programme. Le pourcentage de programmes avec un taux d'abandon de la clientèle de « moins de 20 ans » supérieur à celui de la clientèle de « 20 ans et plus » est de 49 % (DEP 48,9 % et ASP 53,3 %). Il n'y a donc pas d'écart significatif entre les taux d'abandon par programme en fonction de l'âge de la clientèle.

Le tableau 2 de l'annexe 3 présente un sommaire des taux d'abandon. L'analyse de ce tableau permet les observations suivantes :

- ▶ Le taux d'abandon, pour l'ensemble des programmes, est de 13,90 %, soit 14,54 % pour les DEP, 7,20 % pour les ASP et 22,24 % pour la formation d'appoint (deux programmes).
 - La clientèle des DEP et ASP âgée de moins de 20 ans a à peu près le même taux d'abandon (13,80 % pour les DEP et 12,54 % pour les ASP).
 - Dans le cas de la clientèle de 20 ans et plus, ces pourcentages sont de 14,84 % pour les DEP, de 6,82 % pour les ASP et de 22,24 % pour la formation d'appoint.
- ▶ Le Ministère finance une partie des abandons. Il utilise un taux d'abandon qui correspond à 10 % des ETP sanctionnés pour la clientèle de moins de 20 ans et de 5 % pour la clientèle de 20 ans et plus. Le taux d'abandon pondéré financé est de 6,35 % alors que le taux réel est de 13,90 %.
 - Le tableau fait également ressortir que, si le Ministère n'avait pas changé les facteurs d'abandon en 2011-2012, les taux d'abandon pondérés auraient été de 11,4 %, donc toujours inférieurs au taux réel.
- ▶ Le taux d'abandon pondéré des DEP en fonction des catégories d'âges est de 14,54 % (moins de 20 ans 13,80 % et 20 ans et plus 14,84 %). Le taux d'abandon pondéré du Ministère est de 6,47 %, soit environ 45 % du taux réel.
 - Même en utilisant les taux d'abandon que le Ministère a utilisés jusqu'en 2010-2011 (10 % et 15 %), le taux pondéré de 11,4 % aurait été inférieur au taux observé dans le réseau.
- ▶ Le taux d'abandon des ASP est de 7,2 % (12,54 % pour moins de 20 ans et 6,82 % pour 20 ans et plus). Le taux est supérieur à celui actuellement financé (5,32 %).
- ▶ Les abandons varient davantage en fonction du diplôme (DEP et ASP) qu'en fonction de la catégorie d'âge.

Considérant que, même avant la réduction des taux d'abandon utilisés par le Ministère, ceux-ci étaient inférieurs aux taux réels;

Considérant qu'en formation professionnelle, le financement est assuré à la sanction, lorsque tous les frais encourus par la formation ont été engagés, un abandon a donc un impact très important sur l'équilibre budgétaire;

Considérant que la commission scolaire est dans l'obligation de présenter un budget équilibré;

Considérant que le développement de nouveaux services en formation professionnelle (concomitance, passerelle provisoire, ATE, etc.) depuis la réduction des taux d'abandon augmente les coûts d'organisation de la formation, tant du côté de l'enseignement que de l'encadrement des clientèles;

Considérant que, dans tous ses modèles, le Ministère utilise des facteurs de financement des commissions scolaires qui reposent sur les données de la dernière année scolaire disponibles;

Considérant que le financement partiel des abandons affecte directement les services aux élèves;

Considérant l'ensemble des compressions imposées aux commissions scolaires;

Considérant que l'impact est plus important dans les petites commissions scolaires, car il n'y a pas d'économie d'échelle et que celles-ci, régulièrement, ouvrent les formations avec un nombre réduit d'élèves;

RECOMMANDATION 3

Majorer les facteurs d'abandon pour le financement du personnel enseignant de la formation professionnelle selon la moyenne réelle des trois dernières années, tout en tenant compte de tous les abandons d'élèves.

2.04 FP — Allocation pour le personnel de soutien (mesure 13010)

Règles budgétaires 2017-2018, page 33

L'allocation pour le personnel de soutien sert à financer le personnel qui travaille dans deux grands types d'activités :

- ▶ les tâches administratives de base communes à toutes les inscriptions (publicité, promotion, inscriptions, déclarations, gestion de l'évaluation, gestion des présences, horaires, etc.) ;
- ▶ les tâches administratives spécialisées liées à certains programmes (magasinier, acheteur (volume d'achats), technicien en formation professionnelle, technicien en travaux pratiques, conseiller pédagogique, etc.). Chaque programme reçoit un montant par ETP, comme le montre l'annexe 4. Ces montants prennent en considération les deux types d'activités. Ils sont indexés annuellement et bonifiés de 5 % afin de prendre en compte les abandons.

Les allocations du Ministère pour le personnel de soutien s'élevaient, en 2015-2016, à 67 266 786 \$ pour les DEP et ASP et à 649 876 \$ pour la formation professionnelle de courte durée.

Les dépenses pour le personnel de soutien sont réparties entre plusieurs postes budgétaires qui ne font pas de distinction entre les activités de la formation professionnelle, de la formation générale des adultes et de la formation générale jeune.

21130	Gestion des ressources financières à l'école secondaire ou au centre
21140	Gestion de la paie à l'école secondaire ou au centre
21150	Gestion de l'approvisionnement à l'école secondaire ou au centre
21160	Organisation scolaire à l'école secondaire ou au centre
21200	Imprimerie et reprographie d'enseignement

Il est donc impossible, à partir de TRAFICS, de faire l'appariement des revenus et des dépenses du personnel de soutien. Cependant, cet appariement effectué par plusieurs

commissions scolaires démontre un sous-financement pour le personnel de soutien (techniciens en éducation spécialisée, travailleur social, etc.) et professionnel (conseillers pédagogiques, orthopédagogues, etc.), ce qui fait en sorte que les services aux élèves sont directement affectés.

En 2015-2016, des élèves temps plein (ETP) ont été sanctionnés dans 209 des 259 programmes financés par le Ministère. Il y avait 23 montants différents de ressources de soutien (RS). Les deux plus petits montants (395 \$ et 502 \$) s'appliquaient à 136 programmes, soit à 64 % des ETP sanctionnés (annexe 4).

En formation générale des adultes, chaque commission scolaire reçoit un montant par ETP qui lui est spécifique. Ce montant, en 2015-2016, a été élaboré à partir d'un montant de base fixe par ETP de 475,22 \$ qui est annuellement indexé. Celui-ci est ensuite ajusté en fonction de la dispersion des centres et de la pondération de la clientèle. C'est donc dire que le Ministère considère que les dépenses en personnel de soutien pour un service de base s'élevaient en 2015-2016 à 475,22 \$. En 2015-2016, le plus petit montant, en FGA, était de 576 \$ (annexe 5) et s'appliquait à 3 % des ETP sanctionnés en 2015-2016. De plus, pour l'encadrement pédagogique, chaque commission scolaire obtient un montant additionnel qui varie entre 239 \$ et 439 \$ par ETP. L'équivalent de ce montant n'existe pas en formation professionnelle. Pourtant, les centres de formation professionnelle ont dû mettre en place depuis quelques années des services spécialisés d'aide aux élèves en forte difficulté d'apprentissage et de comportement sans pouvoir compter sur toutes les ressources professionnelles nécessaires.

En formation professionnelle et en formation générale des adultes, les tâches administratives de base sont de plus en plus comparables (annexe 6). Les distinctions se font principalement pour ce qui est de l'encadrement pédagogique de certains types de clientèle en FGA ainsi que de la lourdeur et de l'encadrement pédagogique des programmes en formation professionnelle. Les ressources soutien (RS) d'un programme en formation professionnelle ne devraient donc pas être inférieures au plus bas taux RS de la FGA.

Considérant l'ajout de ressources non financées dans les centres de formation professionnelle afin de répondre aux besoins croissants des clientèles ;

Considérant que les tâches de base exécutées par le personnel financé par les allocations pour le personnel de soutien de la formation professionnelle se comparent à celles de la formation générale des adultes ;

Considérant l'enjeu 1 de la PRÉ qui prône des interventions précoces, rapides et continues dans les centres de formation professionnelle par l'ajout de ressources spécialisées afin d'augmenter l'offre de services intégrés et améliorer l'accompagnement des élèves (PRÉ, page 41) ;

Considérant l'orientation 2.3 de la PRÉ qui vise à élaborer des parcours de formation professionnelle diversifiés, axés sur les priorités de développement du Québec et les intérêts des personnes par une plus grande accessibilité à des services et à un meilleur accompagnement des élèves (PRÉ, page 45) ;

RECOMMANDATION 4

Revoir à la hausse le montant de l'allocation ressources soutien (RS) pour chacun des programmes en formation professionnelle afin de tenir compte de l'augmentation des coûts en service administratif mis en place pour répondre aux besoins des différentes clientèles.

2.05 FP — Allocation pour les ressources matérielles (mesure 13010)

Règles budgétaires 2017-2018 — page 33

Les règles budgétaires précisent ceci : « L'allocation liée aux ressources matérielles couvre les coûts autres que ceux liés à la masse salariale du personnel enseignant et non enseignant. Un montant par élève et par programme, commun à toutes les commissions scolaires, est considéré. Ces montants par élève sont établis selon les besoins financiers propres à chaque programme et les ressources financières disponibles. Les montants par élève par programme sont présentés à l'annexe E des règles budgétaires pour l'année scolaire 2017-2018. »

La formulation de ce paragraphe est différente de celle des règles budgétaires 2016-2017. Le texte de 2016-2017 ne fait pas référence aux ressources financières disponibles. Cette modification n'a pas été surlignée comme étant un ajout dans le texte de 2017-2018.

Ces montants n'ont pas été indexés depuis 2009-2010 (quelques programmes ont été indexés en 2010-2011 pour tenir compte du coût des métaux). En 2011-2012, l'ajustement de 5 % pour tenir compte des abandons a été aboli, ce qui a créé une pression additionnelle sur l'organisation de la formation. En 2015-2016, le non-ajustement pour tenir compte des abandons représente un manque à gagner de 5 407 296 \$ (annexe 2).

Lorsque le montant pour les ressources matérielles était indexé, le taux d'indexation utilisé était le même pour tous les programmes. Le Ministère indexait annuellement les programmes selon l'indice des prix à la consommation. Cette indexation ne tenait pas compte des indices de chacun des secteurs économiques. C'est la raison pour laquelle il a ajusté l'allocation pour les ressources matérielles de certains programmes en 2010-2011, car les coûts des métaux et de l'énergie avaient considérablement augmenté.

Le Ministère précise également que les montants par programme sont ajustés pour tenir compte des ressources disponibles. Les règles budgétaires ne donnent aucune précision concernant cet ajustement alors que le MEES le fait pour d'autres mesures (SARCA, Réfection et transformation des actifs, etc.).

L'annexe 7 montre que les allocations du Ministère pour les ressources matérielles ont été de 109 044 582 \$ en 2015-2016 (DEP et ASP, AEP, compétences à la carte), alors que les dépenses ont été de 125 926 261 \$, sans tenir compte des dépenses de toutes les activités, soit un écart de 16 881 679 \$. En prenant en considération des montants provenant des usagers 16 231 796 \$, les dépenses en ressources matérielles sont déficitaires de 649 983 \$ en 2015-2016. Ce déficit ne prend pas en compte les dépenses d'informatique de gestion, d'imprimerie, de reprographie, de messagerie et de téléphonie qui sont

comptabilisées dans l'activité 53000 ainsi que les dépenses de la gestion des centres qui sont comptabilisées dans l'activité 21000.

Considérant que les allocations pour les ressources matérielles ne sont pas indexées depuis 2009-2010 ;

Considérant que le Ministère a éliminé en 2011-2012 l'ajustement de 5 % pour tenir compte des abandons ;

Considérant que les allocations du Ministère pour les ressources matérielles représentaient seulement 86 % des dépenses en 2015-2016 ;

Considérant que, même avec les revenus générés par les usagers, les ressources matérielles sont déficitaires ;

Considérant que l'inflation n'est pas la même pour tous les secteurs économiques ;

Considérant que l'augmentation de coût de certaines matières comme le bois en 2017-2018 est importante ;

RECOMMANDATION 5

- Ajuster le taux de majoration de l'allocation pour les ressources matérielles en formation professionnelle selon la moyenne réelle des abandons des trois dernières années;
- Indexer annuellement l'allocation pour les ressources matérielles de chacun des programmes de la formation professionnelle et utiliser le taux d'indexation du secteur économique auquel appartient le programme.

2.06 FP — Formation à distance (mesure 13025)

Règles budgétaires 2017-2018, page 35

Le montant alloué pour la formation à distance en FP est de 50 \$ par unité. Une unité correspond aux trois derniers chiffres du code matière ou à 50 \$ par tranche de 15 heures de la durée d'un cycle de cours d'un programme.

Ce montant sert à payer les frais de publicité, de promotion et d'inscription, le personnel enseignant, les ressources matérielles et les dépenses en lien avec l'évaluation et la déclaration au Ministère. La principale dépense est la rémunération du personnel enseignant qui assiste l'élève et corrige ses travaux. Ce personnel est généralement payé à taux horaire.

Ce montant est fixe depuis plusieurs années, comme le démontre l'annexe 1. Selon nos sources, il était de 50 \$ au début des années 1990.

Entre 1998-1999 et 2017-2018, le taux horaire d'un enseignant a augmenté de 61,23 %, alors que le financement est demeuré constant (annexe 1). Il faut ajouter que le coût du personnel de soutien a également augmenté ainsi que celui des ressources matérielles nécessaires pour offrir le service.

La formation à distance représente 0,3 % du budget de la formation professionnelle. En pratique, ce pourcentage varie considérablement dans les commissions scolaires et dépasse 10 % dans plusieurs commissions scolaires. En 2014-2015, la formation à distance représentait 23 % des revenus de la formation professionnelle à la CS de la Riveraine.

Plus une commission scolaire a des activités en formation à distance, plus le sous-financement augmente pour le personnel enseignant des DEP et ASP.

Les frais encourus en ressources humaines par une commission scolaire pour la formation à distance se comparent et, dans certains programmes, sont supérieurs à ceux en formation générale des adultes. Le modèle du Ministère, en formation générale des adultes, estime le financement à 80 % des paramètres RH, encadrement pédagogique (EP), RS et RM par ETP. Ce faisant, le Ministère :

- ▶ indexe annuellement les salaires (RH, EP et RS) de la formation à distance ;
- ▶ personnalise le financement en fonction des caractéristiques de la masse salariale des enseignants et du personnel de soutien de chacune des commissions scolaires.

Une unité en formation générale des adultes représente 25 heures de formation. Donc une unité correspond à 0,02778 ETP (25 heures/900 heures). Le financement d'une unité varie entre 108 \$ et 416 \$ (annexe 9) alors qu'une unité de 15 heures en formation professionnelle est de 50 \$, peu importe le programme. Cela démontre une iniquité dans les règles de financement du Ministère.

Considérant que le Ministère reconnaît que les dépenses salariales du personnel des activités de la formation à distance ont augmenté ;

Considérant que le besoin en ressources enseignantes et de soutien en formation à distance de la formation professionnelle s'apparente à celui de la formation générale des adultes et souvent lui est supérieur ;

Considérant que le Ministère indexe les allocations qui servent à payer du personnel en formation générale des adultes et en formation générale des jeunes ;

Considérant que le Ministère n'a pas indexé le montant pour la formation à distance en formation professionnelle depuis au moins 20 ans ;

Considérant que le financement de la formation à distance par unité en formation générale des adultes est de loin supérieur à celui de la formation professionnelle ;

Considérant que les dépenses de la formation à distance représentent un très faible pourcentage des dépenses de la formation professionnelle ;

Considérant l'article 472 de la LIP, lequel se lit comme suit : « Le ministre établit annuellement, après consultation des commissions scolaires, et soumet à l'approbation du Conseil du trésor des règles budgétaires pour déterminer le montant des dépenses de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette qui est admissible aux subventions à allouer aux commissions scolaires et au Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal.(...)».

Ces règles budgétaires doivent être établies de façon à prévoir, relativement à l'allocation des subventions pour les dépenses de fonctionnement des commissions scolaires, une répartition équitable ».

Considérant l'orientation 2.2 de la Politique de réussite éducative (PRÉ) qui vise à mieux intégrer les compétences du 21^e siècle et les possibilités du numérique;

Considérant que l'exploitation accrue des possibilités du numérique prévue à la PRÉ devrait particulièrement s'exercer dans la formation à distance de façon à permettre aux centres de diversifier leur offre de formation de façon à répondre à des besoins diversifiés de la clientèle et accroître les possibilités de rehaussement de compétences;

RECOMMANDATION 6

Financer la formation à distance en formation professionnelle sur les mêmes bases que celles qui servent au financement de la formation générale des adultes, c'est-à-dire à 80 % du RH et RS de chacun des programmes, en prenant en compte le facteur d'ajustement du coût subventionné par enseignant de la commission scolaire.

2.07 FP — Examen seulement (mesure 13022) et examen de reprise (mesure 13023)

Règles budgétaires 2017-2018, page 35

L'annexe 1 présente entre autres l'évolution du montant pour le financement d'un examen seulement. Bien que le Ministère ait apporté une distinction dans le financement de l'examen seulement en distinguant l'examen seulement de l'examen de reprise, il demeure que ces activités sont sous-financées, en particulier l'examen de reprise, dont le montant est de 40 \$ depuis au moins 1997-1998. Le Ministère a doublé le montant pour examen seulement en 2016-2017. Ce faisant, il reconnaissait que le montant était insuffisant.

En 2016-2017, le Ministère a financé 7 616 examens seulement à 80 \$ par examen et 91 490 examens de reprise à 40 \$. L'augmentation du montant de 40 \$ à 80 \$ en 2016-2017 a donc bonifié seulement 7,7 % des examens.

La réflexion développée dans la section « Formation à distance » (2.06) s'applique à la réalité du financement des examens seulement et des examens de reprise.

Considérant que le montant servant à financer l'examen de reprise n'a pas été ajusté depuis au moins 20 ans ;

Considérant que la durée de l'évaluation n'est pas la même pour toutes les compétences ;

Considérant que ce montant sert à payer du personnel et le matériel nécessaire à l'évaluation ;

Considérant que, pour certaines compétences, le matériel est très dispendieux ;

RECOMMANDATION 7

- Augmenter le montant pour l'examen de reprise en formation professionnelle afin de prendre en considération l'augmentation du taux horaire des enseignants;
- Ajuster le montant afin de tenir compte de la catégorie d'évaluation du programme (annexe 5 du document complémentaire des règles budgétaires);
- Indexer annuellement les nouveaux paramètres pour l'examen de reprise afin de tenir compte des augmentations de salaire du personnel.

2.08 FP — Assistance aux autodidactes (mesure 13024)

Règles budgétaires 2017-2018, page 35

L'annexe 1 présente entre autres l'évolution du montant alloué pour le financement du service de formation « assistance aux autodidactes ». Le montant de 30 \$ par unité depuis au moins 1997-1998 a été augmenté à 60 \$ en 2016-2017. Le financement de ce service représentait, en 2015-2016, 15 900 \$ sur un total de 755 780 822 \$.

Ce montant sert à payer l'assistance apportée à l'élève, la préparation de l'évaluation et le temps de passation de l'examen ainsi que le matériel requis pour l'évaluation. La réflexion développée pour la formation à distance s'applique également au financement du service « assistance aux autodidactes ».

Considérant que la durée de l'évaluation n'est pas la même pour toutes les compétences ;

Considérant que ce montant sert à payer du personnel et le matériel nécessaire à l'évaluation ;

Considérant que, pour certaines compétences, le matériel est très dispendieux ;

RECOMMANDATION 8

Indexer annuellement le montant pour « assistance aux autodidactes » en formation professionnelle et l'ajuster en fonction de la catégorie d'évaluation du programme (annexe 5 du document complémentaire du Ministère).

2.09 FP — Concomitance (mesure 13030)

Règles budgétaires 2017-2018, page 37

Le montant de 1 000 \$ par ETP (FG+FP) alloué pour les élèves de moins de 20 ans n'a pas été indexé depuis 2009-2010. Cette mesure vise à soutenir l'accompagnement des élèves qui ont un horaire intégré et le personnel enseignant par des personnes-ressources comme des professionnels, des techniciens en éducation spécialisée, etc. Le travail de ces personnes s'avère toutefois essentiel tout au long du parcours de l'élève, même si son horaire ne comporte plus de formation générale.

Considérant que cette mesure sert à payer du personnel ;

Considérant que l'encadrement des élèves est un des éléments les plus importants de leur réussite, et ce, tout au long de leur parcours ;

Considérant qu'une proportion élevée de la clientèle provient de la formation générale des jeunes ;

RECOMMANDATION 9

Assurer le financement des services d'accompagnement tout au long du parcours des élèves admis en concomitance et indexer annuellement cette mesure, et cela, rétroactivement à 2009-2010, ce qui constituerait une nouvelle base dans les règles 2018-2019.

2.10 FP — Alternance travail-études (ATE) (mesure 13026)

Règles budgétaires 2017-2018, page 36

Cette allocation sert à payer les dépenses excédentaires occasionnées par le modèle pédagogique. Elle sert donc à payer, en plus des frais de déplacement, des ressources humaines (professionnels et enseignants) pour l'adaptation des programmes, la recherche et le soutien aux employeurs qui reçoivent des élèves en stage, ainsi que les enseignants qui supervisent ces stages.

L'annexe 8 démontre que le modèle a été modifié au cours des années afin d'aider les commissions scolaires qui avaient un petit volume d'activités en ATE. Cependant, les montants n'ont jamais été indexés de sorte que les commissions scolaires ont de moins en moins de revenus pour assurer le nombre de ressources.

De plus, cette annexe démontre que bien qu'à priori, ces changements annoncent une bonification, nous constatons que l'allocation non récurrente destinée à l'adaptation d'un nouveau programme en alternance travail-études est disparue. Celle-ci n'est pas compensée par une augmentation des paramètres, puisque la somme des allocations attribuées en fonction de l'effectif scolaire demeure la même.

Enfin, il s'avère que la méthodologie pour l'attribution de cette allocation est très lourde, tant à l'étape de l'autorisation que de celle de la certification.

Considérant que cette mesure sert à payer du personnel ;

Considérant que plus il y a d'élèves en ATE, plus la gestion devient lourde et complexe (plus de lieux de stage, etc.) ;

Considérant que le développement de l'approche de l'alternance travail-études est une priorité pour le gouvernement ;

RECOMMANDATION 10

- Indexer annuellement l'allocation alternance travail-études en formation professionnelle, et cela, rétroactivement à 2015-2016;
- Soutenir l'adaptation des programmes par une allocation appropriée;
- Revoir la méthodologie pour l'autorisation et la certification.

2.11 FP — Passerelle Certificat de formation des métiers semi-spécialisés (CFMS)-DEP (mesure 13040)

Règles budgétaires 2017-2018, page 39

Le montant de 1 500 \$ par ETP alloué n'a pas été indexé depuis 2009-2010.

Considérant que cette mesure sert à payer du personnel (formation d'appoint pour l'élève, accompagnement de l'élève, soutien du personnel enseignant) ;

Considérant que l'encadrement des élèves est un des éléments les plus importants de leur réussite et, pour ce faire, une coordination étroite de plusieurs intervenants internes et externes doit être établie ;

RECOMMANDATION 11

Indexer annuellement la mesure Passerelle CFMS-DEP (13040), et cela, rétroactivement à 2009-2010, ce qui constituerait une nouvelle base dans les règles 2018-2019.

2.12 FP — Reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) (mesure 13021)

Règles budgétaires 2017-2018, page 35

La reconnaissance des acquis et des compétences est financée par un montant par élève pour l'analyse du dossier et un montant par évaluation propre à chacun des programmes de la formation professionnelle. Le montant par élève n'a pas été indexé en 2017-2018. Il avait été augmenté de 25 \$ en 2016-2017. Ce montant avait été de 400 \$ depuis 2005-2006. Par contre, le montant pour l'évaluation est indexé chaque année depuis au moins 1998-1999. Ce qui n'est pas le cas pour la majorité des programmes qui avaient un montant de 100 \$ pour l'évaluation.

Considérant que le montant par élève sert à payer le personnel ;

Considérant que le Ministère a reconnu qu'il était nécessaire d'augmenter ce montant en 2016-2017 justement parce qu'il servait à payer le personnel ;

Considérant l'orientation 3.2 de la PRÉ qui vise à déployer des services éducatifs accessibles, de qualité et adaptés à la diversité des besoins par, entre autres choses, une plus grande accessibilité à des services de reconnaissance des acquis (RAC) (PRÉ, page 48) ;

RECOMMANDATION 12

- Ajuster le paramètre relatif aux évaluations en matière de reconnaissance des acquis et de compétences (RAC) en fonction de la réalité 2017-2018;
- Indexer annuellement ces montants.

2.12.1 Acquisition de compétences

En RAC, l'acquisition de compétences par des moyens diversifiés demeure un enjeu de taille pour l'accessibilité du service au plus grand nombre. Les travailleurs non diplômés (incluant les

nouveaux arrivants) constituent une clientèle privilégiée pour la RAC. Ceux-ci doivent pouvoir bénéficier de moyens d'acquisition de compétences diversifiés, adaptés à leur situation (disponibilité, conciliation travail-études-famille, etc.). Ces moyens peuvent prendre différentes formes tels l'autoapprentissage soutenu par un enseignant, la formation de très courte durée (révision), l'apprentissage par les pairs, la formation à temps partiel, la formation en ligne, etc.

Considérant les objectifs de diplomation du Ministère ;

Considérant les objectifs gouvernementaux relatifs à l'intégration rapide des nouveaux arrivants au marché du travail ;

Considérant les objectifs gouvernementaux en matière de rehaussement de compétences de la main-d'œuvre québécoise ;

Considérant les objectifs gouvernementaux en matière d'adéquation formation-emploi ;

Considérant les impacts financiers pour les élèves inscrits dans le processus de la reconnaissance des acquis et des compétences ;

Considérant les restrictions précisées par la mesure « Compétence à la carte » ;

Considérant l'orientation 3.2 de la PRÉ qui vise à déployer des services éducatifs accessibles, de qualité et adaptés à la diversité des besoins par, entre autres choses, une plus grande accessibilité à des modalités d'acquisition des compétences manquantes (PRÉ, page 48) ;

RECOMMANDATION 13

Instaurer une allocation pour différents modes d'acquisition de compétences.

2.13 FP — Investissements MAO

L'allocation pour le remplacement du mobilier, appareillage et outillage (MAO) en formation professionnelle est cruciale pour toutes les commissions scolaires. L'allocation de chacun des programmes n'a pas été indexée depuis 2012-2013. Avant 2012-2013, le taux d'indexation du MAO était le même pour tous les programmes alors que le taux d'inflation de chacun des secteurs économiques était différent. De plus, depuis 2015-2016, l'allocation pour le MAO est réduite d'environ 5 % afin de respecter les cibles du Plan québécois d'investissement.

Le montant de chacun des programmes est établi à partir d'une liste pour le mobilier et d'une liste pour l'appareillage et l'outillage propre à chacun des programmes. Cette liste est établie lors de la conception du programme ou lors de sa révision. Elle s'applique donc lors de l'implantation. Dans l'intervalle, aucune mise à jour de cette liste et donc de la valeur du paramètre MAO qui en découle, n'est effectuée. Ainsi, pour chacun des programmes, ni les changements technologiques relatifs aux activités du métier, ni l'inflation spécifique à chacun des secteurs et ni les exigences de modernisation des équipements relative à l'utilisation optimale du numérique ne sont pris en compte pour actualiser annuellement le montant MAO. Le non-ajustement du paramètre MAO en fonction de ces trois facteurs a pour effet d'appauvrir le dispositif d'enseignement.

Considérant l'importance de donner une formation avec des équipements comparables à ceux du marché du travail afin de mieux répondre aux besoins;

Considérant la période d'application d'un programme;

Considérant que le renouvellement des équipements est dicté non seulement par un ajout de compétences mais aussi en fonction du contexte technologique;

Considérant l'importance des nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC) dans le développement des nouvelles compétences numériques chez les élèves et les futurs travailleurs;

Considérant les enjeux relatifs au taux d'inflation;

Considérant l'orientation 2.2 de la PRÉ qui vise à mieux intégrer les compétences du 21^e siècle et les possibilités du numérique (PRÉ, page 43);

RECOMMANDATION 14

Ajuster à la hausse, annuellement, l'allocation MAO reliée aux programmes de la FP en fonction :

- Des nouvelles compétences numériques
- De l'évolution technologique propre au secteur
- De l'indexation spécifique au secteur.

2.14 Produit maximal de base – ajustement pour les commissions scolaires en décroissance démographique en formation professionnelle

Le produit maximal de la taxe (PMT) finance les activités telles que la gestion des centres, l'entretien du parc immobilier et la gestion administrative. Le secteur de la formation professionnelle est victime du creux démographique qui a affecté le secteur des jeunes il y a quelques années. De plus, la situation de plein-emploi que vivent plusieurs régions du Québec fait en sorte que la clientèle de la formation professionnelle de plusieurs commissions scolaires est en diminution. Ceci a un impact direct sur le financement en provenance du PMT qui diminue sensiblement alors que les coûts qu'il finance sont plutôt fixes et n'ont pas de corrélation directe avec le nombre d'élèves.

Il faudrait limiter la décroissance du PMT afin de s'assurer un financement adéquat des activités financées par le PMT qui constituent pour la plupart des coûts fixes ou difficilement compressibles à court terme. En ce sens, un ajustement pour limiter à 1 % la décroissance de l'effectif scolaire retenu aux fins du calcul du PMT en formation professionnelle devrait être apporté (comme au secteur des jeunes).

RECOMMANDATION 15

Apporter un ajustement limitant à 1 % la décroissance de l'effectif scolaire retenu dans le calcul du PMT pour la formation professionnelle.

2.15 Attestation d'études professionnelles, compétences à la carte et allocation pour la formation des petits groupes

Contexte

Le financement des AEP, des compétences à la carte ainsi que le soutien à la formation des petits groupes font partie d'une enveloppe régionale. La confirmation des montants est variable d'une année à l'autre. L'objectif de cette enveloppe est de répondre aux besoins spécifiques et aux particularités régionales.

Considérant que les montants alloués par région sont diffusés à des moments différents dans l'année ;

Considérant que la planification de l'offre de formation des AEP doit tenir compte des particularités régionales ;

Considérant que la planification de l'offre de formation des AEP doit, idéalement, être faite avec des partenaires de la région ;

Considérant que certaines entreprises de la région sont en mesure de nous faire connaître leur portrait de planification de la main-d'œuvre pour les trois prochaines années ;

Considérant les partenariats établis avec des entreprises ;

Considérant des besoins criants et récurrents de main-d'œuvre dans certains secteurs d'activité ;

Considérant la planification et l'organisation nécessaires pour mener à terme de telles formations ;

Considérant que cette enveloppe doit répondre aux besoins des grands centres et des régions éloignées ;

Considérant les enjeux pour le développement et le maintien des compétences des travailleurs ;

Considérant l'axe 1 de la Politique de la réussite éducative, soit l'atteinte du plein potentiel de toutes et de tous ;

Considérant l'orientation 2.3 de la Politique de la réussite éducative, soit que la FP joue un rôle essentiel dans la réussite éducative des jeunes et adultes de même que dans le développement du Québec et les besoins du marché du travail (page 45 PRÉ) ;

Considérant l'orientation 2.3 de la Politique de la réussite éducative mentionnant que la FP doit concilier, de manière équilibrée, les priorités de développement du Québec et les besoins du marché du travail ainsi que les intérêts, les capacités et les aspirations personnelles et professionnelles des individus (page 45 PRÉ) ;

RECOMMANDATION 16

En ce qui a trait au financement des attestations d'études professionnelles, des compétences à la carte et l'allocation pour la formation des petits groupes :

- Recevoir l'enveloppe régionale pour trois ans;
- Bonifier l'enveloppe des AEP afin que le montant global octroyé soit égal à celui des AEC;
- Regrouper les enveloppes afin de permettre aux régions de les utiliser selon leurs besoins et leur réalité (AEP/Compétences à la carte et allocation petits groupes).

2.16 Pour la fréquentation et la réussite des jeunes en FP (mesure 15044)

Par le retour du comité Accès des jeunes à la FP — promotion et valorisation et l'élaboration du plan d'action 2016-2018, le MESS réitère la nécessité d'agir afin de soutenir les commissions scolaires dans cet enjeu et ainsi contribuer collectivement à favoriser la fréquentation et la réussite des jeunes. Toutefois, depuis 2015-2016, le budget attribué pour ces activités au secteur de la formation professionnelle a subi une coupure de l'ordre de 32 %, ou de 34 % si l'on tient compte des indexations. Précisons que l'impact du transfert de la mesure 30282 (activités d'exploration professionnelle des jeunes en formation générale) à l'intérieur du montant de l'allocation de base pour les autres dépenses éducatives du secondaire n'a pu être évalué.

Considérant l'orientation 2.3 de la Politique de la réussite éducative, soit que la FP joue un rôle essentiel dans la réussite éducative des jeunes et adultes de même que dans le développement du Québec et les besoins du marché du travail (page 45 PRÉ) ;

Considérant l'orientation 2.3 de la PRÉ de la réussite éducative mentionnant que la FP doit concilier, de manière équilibrée, les priorités de développement du Québec et les besoins du marché du travail ainsi que les intérêts, les capacités et les aspirations personnelles et professionnelles des individus (page 45 PRÉ) ;

Considérant le faible taux d'élèves jeunes en continuité s'inscrivant en formation professionnelle;

RECOMMANDATION 17

En ce qui a trait à la fréquentation et la réussite des jeunes en formation professionnelle, rétablir l'allocation 15044 à la hauteur de 2014-2015 et la bonifier afin qu'elle soit à la hauteur des ambitions de la politique de la réussite éducative.



3.0 Financement des services aux entreprises (SAE)

Bien que toutes les commissions scolaires ont mis en place depuis longtemps des services aux entreprises afin de répondre aux besoins de développement de la main-d'œuvre dans toutes les régions du Québec, la viabilité de ces services est loin d'être acquise. Chacune doit composer constamment avec les défis de la pérennité, le roulement d'une équipe SAE dédiée et la recherche de sources de financement. Si les collèges peuvent compter sur une allocation de base pour la mise en place et le maintien de tels services, il n'en est rien pour le réseau des commissions scolaires. Pourtant, les visées gouvernementales en cette matière sont ambitieuses. La récente Politique sur la réussite éducative (PRÉ) en fait foi. Nous croyons qu'il est grand temps de doter le réseau des moyens nécessaires à cet effet et de répondre aux attentes des entreprises.

Considérant l'axe 1 de la PRÉ, soit l'atteinte du plein potentiel de toutes et de tous ;

Considérant l'orientation 2.1 de la PRÉ, soit de développer les compétences en littératie et en numératie dès la petite enfance et tout au long de la vie (page 42 PRÉ) ;

Considérant l'orientation 2.3 de la PRÉ mentionnant que la FP doit concilier, de manière équilibrée, les priorités de développement du Québec et les besoins du marché du travail ainsi que les intérêts, les capacités et les aspirations personnels et professionnels des individus (page 45 PRÉ) ;

Considérant le contexte de la pénurie du personnel qui fait en sorte que les entreprises embauchent du personnel non qualifié, ce qui contraint le personnel nouvellement embauché à compléter leur formation en entreprise ;

Considérant la mesure (15165) qui vise à soutenir les services aux entreprises des commissions scolaires afin qu'elles interviennent auprès des entreprises dans le but d'accroître la formation générale de base et la francisation des travailleurs. Le financement vise les actions préparatoires à la formation (portrait des entreprises qui pourraient être ciblées, besoins des entreprises, démarchage, etc.) (page 85 RB) ;

Considérant l'expression de la demande des entreprises à la suite des activités préparatoires à la formation générale de base en entreprise ou la francisation en entreprise dans le cadre de la mesure 15165 ;

Considérant que la demande des entreprises peut s'exprimer à travers le soutien aux entreprises, mesure 30136, soit une nouvelle activité de formation sur mesure de 30 heures ou plus ;

Considérant que les SAE sont reconnus par le MEES dans des programmes pour l'adéquation formation-emploi du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) (page 10 FDRCMO);

Considérant les efforts déployés par Formation Québec Réseau (FQR) pour positionner les services aux entreprises des commissions scolaires comme étant un joueur important pour rehausser les compétences des travailleurs;

RECOMMANDATION 18 :

Regrouper les différentes mesures liées au financement des Services aux entreprises (SAE) afin d'octroyer une allocation de base par commission scolaire pour répondre à la demande par la mise en place d'une équipe dédiée SAE.



4.0 Formation générale des adultes et formation professionnelle – FGA-FP

4.01 FGA-FP — Financement des journées pédagogiques pour le personnel enseignant à taux horaire

La méthode de calcul du coût moyen subventionné par enseignant en formation générale des adultes et en formation professionnelle est la même. La seule différence réside dans un ajustement, en formation professionnelle, afin de prendre en considération les activités de formation non financées par le Ministère.

Lorsque le Ministère finance un contrat, il finance le temps de tâche complémentaire et le temps de présence obligatoire. Lorsqu'un enseignant à contrat ou un enseignant régulier assiste à une réunion pédagogique, le temps est pris dans la tâche complémentaire. Lorsqu'un enseignant à taux horaire assiste à une réunion pédagogique, ce temps est considéré comme étant du temps d'enseignement, ce qui a pour effet de diminuer le coût moyen subventionné par le Ministère.

L'implantation des nouveaux programmes, la clientèle de plus en plus difficile, les temps de rencontre pour le suivi et l'encadrement des élèves ou pour le développement de matériel pédagogique nécessitent des rencontres. Lorsque la commission scolaire a recours à des enseignants à taux horaire, cela diminue le coût moyen subventionné par enseignant deux ans plus tard. Aussi, plus la proportion d'enseignants à taux horaire est élevée, plus la commission scolaire est pénalisée lorsque le personnel à taux horaire participe à une rencontre pédagogique.

Considérant l'importance des journées pédagogiques pour la réussite des élèves ;

Considérant l'importance des journées pédagogiques pour l'intégration des nouveaux enseignants ;

Considérant les conditions d'éligibilité à un contrat;

RECOMMANDATION 19

- En FGA et en FP, apporter un ajustement au calcul du coût moyen subventionné par enseignant afin de prendre en considération la participation des enseignants à taux horaire aux journées pédagogiques et aux rencontres de planification de leur secteur d'activité.
- Pour le nombre d'enseignants « équivalent temps complet » payés à taux horaire, prévoir un ajustement correspondant à l'équivalent de 20 journées pédagogiques afin de permettre à ceux-ci de participer à des activités autres que de l'enseignement.

4.02 FGA-FP — Aide aux élèves ayant des besoins particuliers (mesure 12040)

Règles budgétaires 2017-2018, page 24

En mars 2016, l'AQCS a présenté aux représentants du Ministère l'avis « Services complémentaires aux élèves ayant des besoins particuliers en formation générale des adultes et en formation professionnelle », lequel se retrouve intégralement à l'annexe 10. L'annexe 11 expose sommairement les faits à la base de cet avis. Nous considérons que ce dernier est toujours d'actualité.

Considérant que l'enveloppe pour les élèves ayant des besoins particuliers n'a pas été ajustée pour tenir compte de l'augmentation de la clientèle, des nouvelles caractéristiques de leur profil et de leurs nouveaux besoins ;

Considérant qu'en étendant cette allocation à la clientèle de la formation professionnelle, le montant moyen par élève a diminué en 2012-2013 ;

Considérant l'arrivée massive des clientèles issues de l'immigration ;

Considérant que le taux de diplomation en FP ne tient pas compte des élèves ayant quitté avant d'avoir été sanctionnés pour au moins 30 % de la durée du programme et qu'ainsi il omet de refléter le décrochage de plusieurs élèves ayant des besoins particuliers ;

Considérant les sommes planifiées (Le plan économique du Québec - page B-78) pour accompagner et soutenir vers la réussite;

Considérant l'enjeu 1 de la PRÉ qui prône des interventions précoces, rapides et continues dans les centres de formation professionnelle par l'ajout de ressources spécialisées afin d'augmenter l'offre de services intégrés et d'améliorer l'accompagnement des élèves (PRÉ, page 41) ;

Considérant l'orientation 2.3 de la PRÉ qui vise à élaborer des parcours de formation professionnelle diversifiés, axés sur les priorités de développement du Québec et les intérêts des personnes par une plus grande accessibilité à des services et à un meilleur accompagnement des élèves (PRÉ, page 45) ;

RECOMMANDATION 20

Attribuer distinctement aux secteurs de la formation professionnelle et de la formation générale aux adultes, la juste part des allocations destinées aux services complémentaires et en assurer l'ajustement annuellement¹.

¹ Pour plus de précisions, nous vous invitons à parcourir l'avis « Services complémentaires aux élèves ayant des besoins particuliers en formation générale des adultes et en formation professionnelle », mars 2016 à l'annexe 10.

Toutes les commissions scolaires ont la responsabilité d'offrir un service d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement (SARCA). Ce service est en lien avec la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue, et ce, pour la formation générale des adultes et pour la formation professionnelle.

L'implantation remonte à 2006-2007. En 2007-2008, il s'agissait de la mesure 30190. Elle a été intégrée à l'enveloppe fermée de la formation générale des adultes en 2008-2009 et visait la clientèle 16-24 ans.

En 2008-2009, l'allocation était de 10 M\$. Le montant de cette allocation est indexé chaque année d'environ 1,4 % afin de tenir compte des augmentations de salaire. Le Ministère applique un facteur d'ajustement afin de tenir compte de la disponibilité financière. En 2017-2018, l'allocation est de 11,26 M\$. C'est donc dire qu'en dollars constants, l'allocation n'a pas été augmentée, car elle ne prend pas en considération l'augmentation de la clientèle. Aussi, le Ministère applique un facteur d'ajustement, afin de tenir compte de la disponibilité financière.

Or, selon les données des indicateurs de gestion du Ministère (Évolution des allocations pour le SARCA et les élèves ayant des besoins particuliers [annexe 12]), la clientèle de la formation professionnelle et de la formation générale des adultes est passée de 116 749 ETP en 2008-2009 à 126 513 ETP en 2013-2014. Le financement moyen par ETP est donc passé de 85,65 \$ (10 M\$/116 749 \$) à 79,04 \$ (10 M\$/126 513 \$), soit une diminution de 7,7 % du financement.

Il est important de noter que le service est individuel et qu'une partie de la clientèle ne s'inscrit pas en formation générale des adultes ou en formation professionnelle. Il faut traiter environ trois dossiers pour faire un ETP en FGA et environ 1,7 individu pour faire un ETP en FP. L'allocation réelle par individu est, dans les faits, inférieure à 20 \$.

Considérant que l'allocation a été indexée pour tenir compte uniquement des augmentations salariales ;

Considérant l'augmentation de la clientèle ;

Considérant que le service est individuel et qu'il faut plusieurs individus pour constituer un ETP ;

Considérant qu'une partie de la clientèle du SARCA ne n'inscrit pas en formation générale des adultes ou en formation professionnelle ;

Considérant l'arrivée massive de migrants et d'immigrants, ce qui augmentera le nombre de dossiers à traiter et la complexité de ceux-ci;

RECOMMANDATION 21

Indexer l'enveloppe dédiée au SARCA (FP-FGA) et l'ajuster afin de prendre en considération l'augmentation de la clientèle.

4.04 – Multiplication des mesures et lourdeur administrative :

Que ce soit en FP ou en FGA, le ministère a tendance à mettre en place différentes mesures pour lesquelles nous devons faire une demande formelle et ensuite une reddition de comptes. Cette façon de faire exige énormément de temps et d'énergie pour le personnel des commissions scolaires sans aucune assurance que le projet présenté sera accepté. Une autre tendance constatée est celle de la multiplication des mesures. Cette compartimentation alourdit considérablement leur gestion et complique conséquemment leurs redditions de comptes. De plus, les réponses aux projets déposés selon la mesure visée arrivent habituellement très tard dans l'année scolaire, ce qui laisse peu de temps pour réaliser le projet et cause beaucoup d'insatisfaction puisque, dans bien des cas, les sommes allouées ne sont pas transférables à la prochaine année scolaire.

Considérant la volonté du réseau d'obtenir un soutien financier adéquat pour la mise en place de services répondant aux besoins de ses clientèles ;

Considérant la lourdeur constatée depuis longtemps dans l'administration des mesures et allocations du ministère et de la reddition de comptes qui lui est rattachée ;

Considérant la recherche d'efficacité et d'efficience qui doit nous guider dans l'administration des mesures et allocations ;

RECOMMANDATION 22

Revoir l'éventail des mesures et allocations en FP et FGA et les regrouper. Réviser et alléger leurs règles d'accessibilité, les délais de réponse et leurs conditions de reddition de comptes.

5.0 Formation générale des adultes – FGA

5.01 FGA — Allocation pour les ressources matérielles (mesure 12010)

Règles budgétaires 2017-2018 — page 23

Le montant pour les ressources matérielles est de 124 \$ par ETP. Ce montant n'a pas été indexé depuis 2009-2010. Depuis le gel de ce montant, il y a eu l'implantation du nouveau pédagogique et l'augmentation de la clientèle dans certains services comme la francisation. Ces changements nécessitent l'acquisition de matériel didactique nouveau et adapté.

L'annexe 13 fait ressortir les dépenses en ressources matérielles pour l'année 2015-2016 ainsi que les revenus. Sans prendre en considération les dépenses d'imprimerie et de reprographie d'enseignement, les dépenses excèdent de 3,8 M\$ les revenus. Le Ministère finance 40,5 % des dépenses en ressources matérielles. Nous suggérons d'augmenter à 202 \$ par ETP le montant pour le RM; le Ministère financerait ainsi 65 % des dépenses en ressources matérielles.

Considérant que le financement en RM du Ministère représente moins de la moitié des dépenses encourues par le réseau ;

Considérant l'augmentation de la clientèle dans des services comme la francisation ;

RECOMMANDATION 23

- En FGA, augmenter de 78 \$ le montant d'allocation pour les ressources matérielles;
- Indexer annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation.

5.02 FGA — Enveloppe budgétaire fermée

Le modèle de financement de la formation générale des adultes a un effet limitatif sur la capacité du réseau des commissions scolaires et des centres de formation générale des adultes à faire face aux besoins actuels et émergents des clientèles desservies. On vit actuellement un contexte de pleine utilisation des ressources financières disponibles et, comme le démontre l'annexe 14, le MEES doit chaque année bonifier l'enveloppe fermée afin de compenser pour la récurrence du manque à gagner budgétaire, le nombre d'ETP (équivalents temps plein) sanctionnés étant supérieur à celui de l'enveloppe fermée.

D'une année à l'autre, des services d'enseignement sont appelés à répondre à une demande accrue de la part de clientèles exprimant des besoins plus urgents ou en forte croissance. Dans les conditions actuelles de financement de l'enveloppe fermée, une hausse des ETP dans un service amène une diminution dans un autre service d'enseignement ou une prestation de

services sans financement. Il en va de même pour la dynamique d'obtention et d'évolution des budgets disponibles entre les régions et les centres urbains. Comme on le sait, les clientèles et leurs besoins sont multiples en formation générale des adultes et l'arbitrage des priorités et de la hiérarchisation des besoins qui s'avèrent nécessaires sont nettement incompatibles avec la mission du réseau. Bien plus, comment concilier cet état de fait avec les défis, les orientations et les mesures de la Politique de réussite éducative? Par conséquent, nous considérons essentiel que le MEES envisage un renouvellement des règles de financement de la formation générale des adultes afin de donner réellement au réseau les moyens d'atteindre les objectifs gouvernementaux en matière de réussite et de diplomation.

Le défi de la francisation

Comme le démontre l'annexe 14, la clientèle en francisation a baissé de 1 741,96 ETP (-25 %) entre 2011-2012 et 2015-2016. Or, avec l'arrivée massive d'immigrants et de migrants, cette tendance à la baisse devrait s'estomper et se transformer en une hausse des besoins exprimés et une forte pression pour y répondre. Pour ce faire, la formation générale des adultes doit pouvoir compter sur des ressources financières suffisantes en francisation, et ce, sans hypothéquer celles nécessaires pour les autres services d'enseignement.

Par ailleurs, cette clientèle n'est pas répartie uniformément dans le réseau. Il en résulte que certaines commissions scolaires doivent organiser un service avec un financement limité. Celles-ci sanctionneront donc plus d'ETP que prévu. Lorsque cette nouvelle clientèle sera prise en compte dans deux ans pour le calcul des enveloppes fermées des commissions scolaires, le nombre d'ETP dans les enveloppes des commissions scolaires qui n'ont pas accueilli cette nouvelle clientèle diminuera. Donc, dans un premier temps, les commissions scolaires qui accueillent ces clientèles ont de la difficulté à financer le service, et les commissions scolaires qui ne reçoivent pas cette clientèle verront leur nombre d'ETP de leur enveloppe fermée diminuer. Les commissions scolaires qui n'accueillent pas cette vague d'immigrants et de migrants sont donc pénalisées.

Considérant que le nombre d'ETP sanctionnés dans le réseau est supérieur au nombre d'ETP financés ;

Considérant l'augmentation des activités en francisation, lesquelles sont principalement localisées dans quelques régions ;

Considérant la difficulté des commissions scolaires qui accueillent cette clientèle pour financer ces activités avec leur enveloppe fermée ;

Considérant l'impact négatif que cette augmentation du nombre d'ETP aura sur les commissions scolaires en région ;

RECOMMANDATION 24

- En FGA, financer les ETP en francisation par une enveloppe ouverte qui tiendra compte des besoins évolutifs;
- Maintenir le nombre d'ETP actuel de l'enveloppe fermée jusqu'à la mise en place de nouvelles règles de financement.

5.03 FGA — Reconnaissance des acquis (mesure 12090)

Règles budgétaires 2017-2018, page 28

L'annexe 15 démontre que les montants pour la reconnaissance des acquis n'ont pas été ajustés depuis au moins 2006-2007. Les allocations sont demeurées inchangées alors que le coût d'un enseignant à taux horaire en formation générale des adultes a augmenté de 24 %. Ces allocations servent à payer du personnel enseignant, des professionnels et du personnel de soutien.

RECOMMANDATION 25

- Augmenter de 24 % les montants alloués à la reconnaissance des acquis en FGA;
- Indexer ces montants en fonction des augmentations salariales.

5.04 FGA — Coûts additionnels associés à l'implantation du nouveau pédagogique

L'implantation de certains nouveaux cours engendre des coûts additionnels pour les centres, mais, à ce jour, aucun financement supplémentaire n'a été octroyé pour remplir ces obligations. À titre d'exemple, les cours de sciences s'appuient sur l'expérimentation et incluent, de plus, des évaluations en laboratoire pour tous les cours de 4^e et de 5^e secondaire. Du temps supplémentaire en personnel présent aux laboratoires est requis afin de satisfaire les exigences de ces cours. Le Ministère a tenu compte de cette réalité lors de l'implantation de ces mêmes cours en FGJ.

Les exigences liées à l'évaluation des compétences en communication orale (débats, interactions) dans les nouveaux cours de langues constituent un deuxième exemple. En effet, ces nouvelles conditions d'évaluation nécessitent du temps supplémentaire d'enseignant qui ne peuvent évaluer cette compétence tout en étant avec leur groupe d'élèves qui ne sont pas tous en situation d'évaluation au même moment. C'est le cas pour les cours de langue d'enseignement, de langue seconde et de francisation.

Considérant les difficultés constatées dans l'implantation d'un certain nombre de nouveaux cours reliés au nouveau pédagogique en FGA ;

Considérant les ressources additionnelles non financées que les centres doivent affecter pour rencontrer les exigences liées aux laboratoires et aux évaluations de la communication orale.

RECOMMANDATION 26

Revoir à la hausse les paramètres de financement pour le personnel additionnel nécessaire à l'implantation du nouveau pédagogique en FGA.



6.0 Améliorations à la présentation des règles budgétaires (RB)

Présentation des règles budgétaires

Les règles budgétaires et le document complémentaire qui s’y rattache sont des documents très denses et techniques. Ceux-ci sont utilisés par plusieurs intervenants de plusieurs services (DG, SRF, SRH, STIC, SRM, SEJ, SEAFP) dans une commission scolaire.

Depuis quelques années, la présentation des règles aux commissions scolaires se fait lors d’une conférence téléphonique à laquelle assistent quelques centaines de personnes. Celle-ci a lieu peu de temps après l’envoi des règles aux commissions scolaires. Lors de cette présentation, la possibilité d’intervenir est beaucoup plus limitée qu’elle ne l’était lorsque celle-ci se faisait lors de réunions organisées à Montréal et à Québec.

Les commissions scolaires ont peu de temps pour réagir au projet de règles budgétaires. Le réseau dispose d’environ trois semaines pour répondre à la consultation. Exceptionnellement, pour les règles 2017-2018, le Ministère a organisé une rencontre à Québec et les commissions scolaires avaient seulement quelques jours pour émettre des commentaires.

En 2017-2018, le document des règles budgétaires a été amélioré. Presque toutes les formules sont bien identifiées ainsi que les nouvelles mesures ; cela en facilite la lecture et la compréhension. Les règles budgétaires renferment également de nombreuses informations concernant la gestion des différentes mesures. Ces informations touchent souvent des services autres que celui des ressources financières, ce qui augmente le temps nécessaire à la consultation dans les commissions scolaires.

Dans le projet de règles budgétaires, le Ministère attire l’attention du lecteur sur les modifications :

- ▶ le texte des modifications par rapport à l’année précédente est surligné en jaune ;
- ▶ à la suite de la consultation, les modifications apportées sont surlignées en bleu.

Cependant, cette façon de faire n’indique pas toutes les modifications qui ont été apportées par le Ministère. En effet :

- ▶ ce ne sont pas toutes les modifications qui sont surlignées en jaune ou en bleu ;
- ▶ il n’y a aucune information quant au texte retiré ;
- ▶ certains passages du texte sont placés différemment dans le document, sans que le lecteur en soit informé.

Considérant les aléas de la présentation des changements au texte des règles budgétaires ;

Considérant le peu de temps que les commissions scolaires ont pour réagir ;

Considérant le mode de présentation des règles budgétaires qui limite les interventions des participants ;

Considérant le nombre d'intervenants de chacune des commissions scolaires impliquées dans le processus de consultation et l'intérêt de leur donner une clé de lecture commune ;

RECOMMANDATION 27

Adopter une présentation différente pour le projet de règles budgétaires en utilisant deux colonnes (exemple annexe 16):

- La première renferme le texte de l'année précédente. Le texte retiré devrait être indiqué;
- La seconde colonne présente le projet de texte en précisant, en jaune, les modifications ; comme le Ministère le fait actuellement.



7.0 Conclusion

Nous avons fait référence à plusieurs reprises dans ce document à la Politique de la réussite éducative. Nous croyons qu'elle énonce des enjeux importants et comporte des défis qui nous interpellent. Elle nous ramène en outre à notre mission première et c'est pourquoi nous faisons nôtres ses objectifs et ses orientations. Des plans d'action seront annoncés incessamment et l'atteinte des cibles devra nous engager tous collectivement et solidairement. Plus que jamais, la réussite de nos élèves nécessitera une accessibilité à des ressources à la hauteur de nos ambitions.

C'est dans cette perspective que l'exercice d'analyse, de consultation et de propositions de voies de solutions a été mené. Nous avons voulu mettre en lumière un certain nombre de difficultés vécues dans le financement de la formation générale des adultes, de la formation professionnelle et des services aux entreprises et formuler un total de 27 recommandations pour les aplanir. Cette démarche n'est évidemment pas une fin en soi et, pour la suite, nous nous engageons à participer activement à des échanges avec le MEES afin de trouver ensemble des réponses concrètes aux problématiques identifiées, et ce, dans un esprit de partenariat et d'ouverture.



Liste des recommandations

Section 1 – Formation professionnelle

RECOMMANDATION 1

Augmenter le montant pour l'organisation scolaire lorsqu'un programme de formation professionnelle est offert en plusieurs points de service en raison des distances à parcourir.

RECOMMANDATION 2

Établir le coût moyen subventionné par enseignant pour les activités relatives aux DEP et aux ASP distinctement des autres activités de formation.

RECOMMANDATION 3

Majorer les facteurs d'abandon pour le financement du personnel enseignant de la formation professionnelle selon la moyenne réelle des trois dernières années, tout en tenant compte de tous les abandons d'élèves.

RECOMMANDATION 4

Revoir à la hausse le montant de l'allocation ressources soutien (RS) pour chacun des programmes en formation professionnelle afin de tenir compte de l'augmentation des coûts en service administratif mis en place pour répondre aux besoins des différentes clientèles.

RECOMMANDATION 5

- Ajuster le taux de majoration de l'allocation pour les ressources matérielles en formation professionnelle selon la moyenne réelle des abandons des trois dernières années;
- Indexer annuellement l'allocation pour les ressources matérielles de chacun des programmes de la formation professionnelle et utiliser le taux d'indexation du secteur économique auquel appartient le programme.

RECOMMANDATION 6

Financer la formation à distance en formation professionnelle sur les mêmes bases que celles qui servent au financement de la formation générale des adultes, c'est-à-dire à 80 % du RH et RS de chacun des programmes, en prenant en compte le facteur d'ajustement du coût subventionné par enseignant de la commission scolaire.

RECOMMANDATION 7

- Augmenter le montant pour l'examen de reprise en formation professionnelle afin de prendre en considération l'augmentation du taux horaire des enseignants;
- Ajuster le montant afin de tenir compte de la catégorie d'évaluation du programme (annexe 5 du document complémentaire des règles budgétaires);
- Indexer annuellement les nouveaux paramètres pour l'examen de reprise afin de tenir compte des augmentations de salaire du personnel.

RECOMMANDATION 8

Indexer annuellement le montant pour « assistance aux autodidactes » en formation professionnelle et l'ajuster en fonction de la catégorie d'évaluation du programme (annexe 5 du document complémentaire du Ministère).

RECOMMANDATION 9

Assurer le financement des services d'accompagnement tout au long du parcours des élèves admis en concomitance et indexer annuellement cette mesure, et cela, rétroactivement à 2009-2010, ce qui constituerait une nouvelle base dans les règles 2018-2019.

RECOMMANDATION 10

- Indexer annuellement l'allocation alternance travail-études en formation professionnelle, et cela, rétroactivement à 2015-2016;
- Soutenir l'adaptation des programmes par une allocation appropriée;
- Revoir la méthodologie pour l'autorisation et la certification.

RECOMMANDATION 11

Indexer annuellement la mesure Passerelle CFMS-DEP (13040), et cela, rétroactivement à 2009-2010, ce qui constituerait une nouvelle base dans les règles 2018-2019.

RECOMMANDATION 12

- Ajuster le paramètre relatif aux évaluations en matière de reconnaissance des acquis et de compétences (RAC) en fonction de la réalité 2017-2018;
- Indexer annuellement ces montants.

RECOMMANDATION 13

Instaurer une allocation pour différents modes d'acquisition de compétences.

RECOMMANDATION 14

Ajuster à la hausse, annuellement, l'allocation MAO reliée aux programmes de la FP en fonction :

- Des nouvelles compétences numériques
- De l'évolution technologique propre au secteur
- De l'indexation spécifique au secteur.

RECOMMANDATION 15

Apporter un ajustement limitant à 1 % la décroissance de l'effectif scolaire retenu dans le calcul du PMT pour la formation professionnelle.

RECOMMANDATION 16

En ce qui a trait au financement des attestations d'études professionnelles, des compétences à la carte et l'allocation pour la formation des petits groupes :

- Recevoir l'enveloppe régionale pour trois ans;
- Bonifier l'enveloppe des AEP afin que le montant global octroyé soit égal à celui des AEC;
- Regrouper les enveloppes afin de permettre aux régions de les utiliser selon leurs besoins et leur réalité (AEP/Compétences à la carte et allocation petits groupes).

RECOMMANDATION 17

En ce qui a trait à la fréquentation et la réussite des jeunes en formation professionnelle, rétablir l'allocation 15044 à la hauteur de 2014-2015 et la bonifier afin qu'elle soit à la hauteur des ambitions de la politique de la réussite éducative.

Section 2 – Services aux entreprises

RECOMMANDATION 18

Regrouper les différentes mesures liées au financement des Services aux entreprises (SAE) afin d'octroyer une allocation de base par commission scolaire pour répondre à la demande par la mise en place d'une équipe dédiée SAE.

Section 3 – Formation générale des adultes et formation professionnelle

RECOMMANDATION 19

- En FGA et en FP, apporter un ajustement au calcul du coût moyen subventionné par enseignant afin de prendre en considération la participation des enseignants à taux horaire aux journées pédagogiques et aux rencontres de planification de leur secteur d'activité.
- Pour le nombre d'enseignants « équivalent temps complet » payés à taux horaire, prévoir un ajustement correspondant à l'équivalent de 20 journées pédagogiques afin de permettre à ceux-ci de participer à des activités autres que de l'enseignement.

RECOMMANDATION 20

Attribuer distinctement aux secteurs de la formation professionnelle et de la formation générale aux adultes, la juste part des allocations destinées aux services complémentaires et en assurer l'ajustement annuellement.

RECOMMANDATION 21

Indexer l'enveloppe dédiée au SARCA (FP-FGA) et l'ajuster afin de prendre en considération l'augmentation de la clientèle.

RECOMMANDATION 22

Revoir l'éventail des mesures et allocations en FP et FGA et les regrouper. Réviser et alléger leurs règles d'accessibilité, les délais de réponse et leurs conditions de reddition de comptes.

Section 4 – Formation générale des adultes

RECOMMANDATION 23

- En FGA, augmenter de 78 \$ le montant d'allocation pour les ressources matérielles;
- Indexer annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation.

RECOMMANDATION 24

- En FGA, financer les ETP en francisation par une enveloppe ouverte qui tiendra compte des besoins évolutifs;
- Maintenir le nombre d'ETP actuel de l'enveloppe fermée jusqu'à la mise en place de nouvelles règles de financement.

RECOMMANDATION 25

- Augmenter de 24 % les montants alloués à la reconnaissance des acquis en FGA;
- Indexer ces montants en fonction des augmentations salariales.

RECOMMANDATION 26

Revoir à la hausse les paramètres de financement pour le personnel additionnel nécessaire à l'implantation du renouveau pédagogique en FGA.

Section 5 – Règles budgétaires - Améliorations

RECOMMANDATION 27

Adopter une présentation différente pour le projet de règles budgétaires en utilisant deux colonnes (exemple annexe 16):

- La première renferme le texte de l'année précédente. Le texte retiré devrait être indiqué;
- La seconde colonne présente le projet de texte en précisant, en jaune, les modifications ; comme le Ministère le fait actuellement.



ANNEXES 1 À 16

ANNEXE 1 - Évolution du financement des autres activités de formation et du taux horaire d'un enseignant en formation professionnelle sans la contribution de l'employeur et les avantages sociaux

Année des règles budgétaires	Page	Montant par unité		Montant par examen		Taux horaire d'un enseignant
		Formation à distance	Assistance aux autodidactes	Examen seulement	Examen de reprise	
1997-1998	37	50,19 \$	30 \$	40 \$		ND
1998-1999	24	50 \$	30 \$	40 \$		34,36 \$
1999-2000	23	50 \$	30 \$	40 \$		37,49 \$
2000-2001	22	50 \$	30 \$	40 \$		39,93 \$
2001-2002	23	50 \$	30 \$	40 \$		41,08 \$
2002-2003	28	50 \$	30 \$	40 \$		41,69 \$
2003-2004	29	50 \$	30 \$	40 \$		43,55 \$
2004-2005	29	50 \$	30 \$	40 \$		44,12 \$
2005-2006	28	50 \$	30 \$	40 \$		44,69 \$
2006-2007	31	50 \$	30 \$	40 \$		45,87 \$
2007-2008	31	50 \$	30 \$	40 \$		47,24 \$
2008-2009	35	50 \$	30 \$	40 \$		48,21 \$
2009-2010	34	50 \$	30 \$	40 \$		48,88 \$
2010-2011	35	50 \$	30 \$	40 \$		48,88 \$
2011-2012	36	50 \$	30 \$	40 \$		49,65 \$
2012-2013	34	50 \$	30 \$	40 \$		50,88 \$
2013-2014	36	50 \$	30 \$	40 \$		52,07 \$
2014-2015	26	50 \$	30 \$	40 \$		52,79 \$
2015-2016	28	50 \$	30 \$	40 \$		53,33 \$
2016-2017	30	50 \$	60 \$	80 \$	40 \$	54,41 \$
2017-2018	35	50 \$	60 \$	80 \$	40 \$	55,40 \$

Source : MEES – Règles budgétaires de l'année de référence

ANNEXE 2 - Impact sur le financement de la formation professionnelle (2016-2017) de la baisse des facteurs d'ajustement pour les abandons.

	ETP ajustés	Anciens facteurs	Nouveaux facteurs	Écart
RH < 20 ans	20338,82	585 463 813 \$	559 171 842 \$	(26 291 971) \$
RH => 20 ans	52266,69			
RS	71681,02	70 469 966 \$	67 266 786 \$	(3 203 180) \$
RM	68267,64	113 553 211 \$	108 145 915 \$	(5 407 296) \$
Total	68267,64	769 486 990 \$	734 584 543 \$	(34 902 447) \$

Source : MEES – Certification des paramètres 2015-2016 (août 2016)

ANNEXE 3 - Analyse des taux d'abandon pour l'année 2015-2016

Données provenant du bilan 5 de l'année financière 2015-2016

Tableau 1 : Analyse des activités par programme

Nombre de programmes avec	DEP	ASP	Autre (1)	Total
des inscriptions déclarées	184	31	2	217
des ETP déclarés	178	30	2	210
des ETP sanctionnés	178	30	2	210
aucun ETP sanctionné	6	1	0	7
avec un taux d'abandon des ETP de moins de 20 ans supérieur à celui des ETP de 20 ans et plus	87	16	0	103
	48,9%	53,3%	0,0%	49,0%

Tableau 2 : Analyse des abandons par diplôme et catégorie d'âge

Moins de 20 ans	DEP	ASP	Autre (1)	Total
ETP déclarés	20 995,02	470,89	0,00	21465,91
ETP sanctionnés	18 098,68	411,83	0,00	18510,51
Écart (ETP)	2896,34	59,06	0	2955,4
Taux d'abandon	13,80%	12,54%	0,00%	13,77%
Taux reconnu par le MEES	10%	10%	10%	10%
Taux du MEES en 2010-2011 (2)	15%	15%	15%	15%
20 ans et plus	DEP	ASP	Autre (1)	Total
ETP déclarés	51 232,92	6 569,40	102,65	57904,97
ETP sanctionnés	43 628,34	6 121,38	79,82	49829,54
Écart (ETP)	7604,58	448,02	22,83	8075,43
Taux d'abandon	14,84%	6,82%	22,24%	13,95%
Taux reconnu par le MEES	5%	5%	5%	5%
Taux du MEES en 2010-2011 (2)	10%	10%	10%	10%
Total	DEP	ASP	Autre (1)	Total
ETP déclarés	72227,94	7040,29	102,65	79370,88
ETP sanctionnés	61727,02	6533,21	79,82	68340,05
Écart (ETP)	10500,92	507,08	22,83	11030,83
Taux d'abandon	14,54%	7,20%	22,24%	13,90%
Taux pondéré reconnu par le MEES	6,47%	5,32%	5,00%	6,35%
Taux pondéré reconnu par le MEES avec les taux de 2010-2011 (2)	11,5%	10,3%	10,0%	11,4%
(1) Programmes 5340 et 5840 (formation d'appoint infirmière et infirmier auxiliaire)				
(2) Jusqu'en 2010-2011, les taux d'abandon étaient de 10% et 15 %. À partir de 2011-2012, les taux ont été réduits à 5% et 10 %.				

Source : Charlemagne 2015-2016 (compilation des données de toutes les commissions scolaires), bilan 5

ANNEXE 4 – Répartition des montants par ETP pour le personnel de soutien en formation professionnelle

Données de 2015-2016

Montant RS par ETP	NB de programmes	NB d'ETP 2015-2016	% des ETP	
395 \$	16	10 783	15 %	15 %
502 \$	120	35 039	49 %	64 %
746 \$	2	118	0 %	64 %
826 \$	8	1 595	2 %	66 %
1 042 \$	7	3 465	5 %	71 %
1 090 \$	2	238	0 %	71 %
1 300 \$	2	899	1 %	73 %
1 343 \$	2	5 000	7 %	80 %
1 404 \$	3	1 793	3 %	82 %
1 464 \$	3	525	1 %	83 %
1 546 \$	1	321	0 %	83 %
1 701 \$	13	1 333	2 %	85 %
1 817 \$	7	513	1 %	86 %
1 840 \$	5	286	0 %	86 %
1 910 \$	2	2 482	3 %	90 %
1 953 \$	1	3	0 %	90 %
1 989 \$	2	136	0 %	90 %
2 069 \$	2	4 270	6 %	96 %
2 533 \$	1	100	0 %	96 %
3 417 \$	2	1 571	2 %	98 %
3 616 \$	5	839	1 %	99 %
5 606 \$	2	195	0 %	100 %
6 567 \$	1	175	0 %	100 %
Total	209	71 680		

Source : MEES – Règles budgétaires 2015-2016, annexe E

ANNEXE 5 - Montant par ETP pour le personnel de soutien en formation générale des adultes par commission scolaire

Données de 2015-2016

Commission scolaire		RH	EP	RS	Activités		
		\$/ETP	\$/ETP	\$/ETP	ETP	%	
888000	CS Lester-B.-Pearson	3 662	373	576	1641	3 %	3 %
864000	CS Marie-Victorin	4 811	366	578	1611	3 %	6 %
851000	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	5 032	372	580	897	2 %	8 %
763000	CS Marguerite-Bourgeoys	4 557	347	588	2952	6 %	14 %
762000	CS de Montréal	5 332	324	589	8866	17 %	31 %
761000	CS de la Pointe-de-l'Île	4 034	329	589	3629	7 %	38 %
831000	CS de Laval	5 046	351	590	1561	3 %	41 %
887000	CS English-Montréal	4 511	312	604	3929	8 %	48 %
771000	CS des Draveurs	4 658	360	606	787	2 %	50 %
734000	CS des Premières-Seigneuries	5 076	361	609	884	2 %	52 %
841000	CS des Affluents	4 574	359	610	1648	3 %	55 %
772000	CS des Portages-de-l'Outaouais	4 503	364	614	786	2 %	56 %
867000	CS des Grandes-Seigneuries	4 734	369	620	708	1 %	58 %
863000	CS des Hautes-Rivières	5 471	383	629	449	1 %	59 %
732000	CS de la Capitale	5 614	303	630	2257	4 %	63 %
741000	CS du Chemin-du-Roy	5 651	349	645	696	1 %	64 %
865000	CS des Patriotes	5 643	376	647	516	1 %	65 %
752000	CS de la Région-de-Sherbrooke	5 838	315	648	1108	2 %	67 %
866000	CS du Val-des-Cerfs	5 364	349	649	566	1 %	69 %
852000	CS de la Rivière-du-Nord	5 728	341	650	820	2 %	70 %
862000	CS de Saint-Hyacinthe	4 793	383	662	424	1 %	71 %
824000	CS des Navigateurs	5 445	334	664	585	1 %	72 %
723000	CS des Rives-du-Saguenay	6 510	322	669	869	2 %	74 %
722000	CS du Lac-Saint-Jean	6 271	326	675	693	1 %	75 %
884000	CS Riverside	4 758	358	682	458	1 %	76 %
733000	CS des Découvreurs	5 532	324	688	440	1 %	77 %
869000	CS des Trois-Lacs	5 477	375	689	355	1 %	78 %
724000	CS De La Jonquière	5 524	363	691	415	1 %	78 %
872000	CS des Bois-Francs	6 594	348	695	378	1 %	79 %
861000	CS de Sorel-Tracy	5 304	295	698	359	1 %	80 %
842000	CS des Samares	4 977	353	698	936	2 %	82 %
782000	CS de Rouyn-Noranda	5 473	408	724	291	1 %	82 %
873000	CS des Chênes	6 027	360	732	266	1 %	83 %
712000	CS des Phares	5 840	389	736	390	1 %	83 %
742000	CS de l'Énergie	5 278	387	766	501	1 %	84 %
868000	CS de la Vallée-des-Tisserands	5 926	345	769	387	1 %	85 %

Commission scolaire		RH	EP	RS	Activités		
		\$/ETP	\$/ETP	\$/ETP	ETP	%	
885000	CS Sir-Wilfrid-Laurier	4 652	380	794	370	1 %	86 %
721000	CS du Pays-des-Bleuets	6 548	354	801	407	1 %	87 %
823000	CS de la Beauce-Etchemin	5 155	262	803	790	2 %	88 %
822000	CS des Appalaches	6 700	300	811	251	0 %	89 %
784000	CS de l'Or-et-des-Bois	6 038	374	817	311	1 %	89 %
853000	CS des Laurentides	5 740	401	827	253	0 %	90 %
773000	CS au Coeur-des-Vallées	5 485	343	853	337	1 %	90 %
711000	CS des Monts-et-Marées	5 483	282	856	487	1 %	91 %
714000	CS de Kamouraska—Rivière-du-Loup	6 619	273	858	255	0 %	92 %
854000	CS Pierre-Neveu	5 978	377	868	231	0 %	92 %
753000	CS des Sommets	6 731	353	873	277	1 %	93 %
713000	CS du Fleuve-et-des-Lacs	7 343	239	912	318	1 %	93 %
821000	CS de la Côte-du-Sud	6 317	287	939	368	1 %	94 %
871000	CS de la Rivéraine	6 411	323	939	217	0 %	95 %
791000	CS de l'Estuaire	5 297	389	951	212	0 %	95 %
886000	CS Western Québec	5 029	402	956	243	0 %	95 %
735000	CS de Portneuf	6 047	363	973	152	0 %	96 %
783000	CS Harricana	7 119	358	976	139	0 %	96 %
883000	CS Eastern Townships	4 621	403	996	165	0 %	96 %
774000	CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	7 380	326	1 015	230	0 %	97 %
813000	CS René-Lévesque	6 928	316	1 034	361	1 %	97 %
751000	CS des Hauts-Cantons	8 063	321	1 049	163	0 %	98 %
889000	CS New Frontiers	4 711	403	1 059	131	0 %	98 %
785000	CS du Lac-Abitibi	4 811	367	1 091	122	0 %	98 %
812000	CS des Chic-Chocs	6 400	289	1 134	349	1 %	99 %
792000	CS du Fer	6 380	402	1 135	142	0 %	99 %
781000	CS du Lac-Témiscamingue	12 790	345	1 205	115	0 %	99 %
731000	CS de Charlevoix	6 069	368	1 240	88	0 %	100 %
801000	CS de la Baie-James	6 400	400	1 769	56	0 %	100 %
811000	CS des Îles	6 787	439	1 966	41	0 %	100 %
882000	CS Eastern Shores	9 781	360	2 041	51	0 %	100 %
881000	CS Central Québec	7 639	375	2 078	43	0 %	100 %
793000	CS de la Moyenne-Côte-Nord	13 049	379	4 110	18	0 %	100 %
69					51753		

Source : MEES – Règles budgétaires de l'année de référence

Annexe 6 - Comparaison entre les tâches administratives du personnel de soutien de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle

Tâches du personnel de soutien en lien avec	Formation professionnelle	Formation générale des adultes
Gestion des présences	Comparable à FGA	Comparable à FP
Abandons	Comparable à FGA	Comparable à FP
Élèves référés par Emploi-Québec	Comparable à FGA	Comparable à FP
Païement du personnel	Comparable à FGA	Comparable à FP
Traitement d'une inscription	Comparable à FGA Volume ≈ 1,7 individu par ETP en 2014-2015	Comparable à FP Volume ≈ 3 individus par ETP en 2015-2016
Encaissements	Très nombreux dépôts	Moins de dépôts
Prêts et bourses	Gros volume	Très petit volume
Publicité et promotion	Plusieurs programmes avec des caractéristiques spécifiques	Six services d'enseignement
Reprographie	Grand nombre de documents à reproduire en petite quantité	Moins de documents à reproduire en grande quantité
Fabrication des horaires	Plusieurs programmes avec un horaire particulier	Un horaire maître
	Plusieurs contraintes (équipements spécialisés, location d'équipement, etc.)	
	Chaque programme a plusieurs matières	
Évaluation	Gestion des sous-groupes et des équipements	Examen en groupe ou en salle de tests
Gestion de la récupération	Complexe à cause des préalables et des spécialités	Plus facile à gérer
Gestion des stages	Gros volume	Très petit volume
Gestion des normes de la santé et de la sécurité au travail	S'applique à tous les ateliers spécialisés	Peu ou pas
Inventaire	Gros volume à inventorier	Peu ou pas

ANNEXE 7 - Appariement des revenus et des dépenses des ressources matérielles de la formation professionnelle pour l'année 2015-2016

Revenus		Source
Allocation du Ministère		
Ressources matérielles — DEP et ASP	108 145 915 \$	4
Ressources matérielles — AEP	758 044 \$	4
Ressources matérielles — Compétences à la carte	140 623 \$	4
Cahiers d'exercices	9 577 564 \$	3
Autres types de matériel	5 840 748 \$	3
Autres activités	813 485 \$	3
	<hr/> 125 276 378 \$	
Dépenses		
Programmes édictés par le MEES 14100 à 14600		
300 Frais de déplacement	2 882 917 \$	1
400 Fournitures, matériel et cahiers d'exercices	80 437 406 \$	1
500 Services, honoraires et contrats	39 646 190 \$	1
800 Autres charges	2 959 748 \$	1
21200 Imprimerie et reprographie d'enseignement	<hr/> 125 926 261 \$	
Revenus — dépenses	(649 883) \$	

Sources :

- 1 RAPPORT FINANCIER 2015-2016 CS : 999 (TRAFICS) page 80
- 2 RAPPORT FINANCIER 2015-2016 CS : 999 (TRAFICS) page 81
- 3 RAPPORT FINANCIER 2015-2016 CS : 999 (TRAFICS) page 275
- 4 CERTIFICATION DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES 2015-2016

ANNEXE 8 - Évolution des montants pour l'alternance travail-études

ETP	50 premiers			51 à 200	201 et plus
	5 premiers	6 à 41 ETP	46 à 50		
2008-2009	1 000 \$			500 \$	200 \$
2009-2010	1 000 \$			500 \$	200 \$
2010-2011	1 000 \$			500 \$	200 \$
2011-2012	1 000 \$			500 \$	200 \$
2012-2013	1 000 \$			500 \$	200 \$
2013-2014	1 000 \$			500 \$	200 \$
2014-2015	1 000 \$			500 \$	200 \$
2015-2016	1 500 \$	1 000 \$	500 \$	500 \$	200 \$
2016-2017	1 500 \$	1 000 \$	500 \$	500 \$	200 \$
2017-2018	1 500 \$	1 000 \$	500 \$	500 \$	200 \$

Source : MEES – Règles budgétaires de l'année de référence

Démonstration de la perte de l'allocation pour l'adaptation d'un nouveau programme

Exemple : Application des paramètres pour 147,94 ETP

14-15				15-16			
Répartition	ETP	\$	Total	Répartition	ETP	\$	Total
50 premiers ETP	50	1 000,00 \$	50 000,00 \$	5 premiers ETP	5	1 500,00 \$	7 500,00 \$
51 à 200	97,94	500,00 \$	48 970,00 \$	6 à 45 ETP	40	1 000,00 \$	40 000,00 \$
201 et plus	0	200,00 \$	- \$	46 à 200	102,94	500,00 \$	51 470,00 \$
Total	147,94		98 970,00 \$	Total	147,94		98 970,00 \$
Autorisation			5 000,00 \$				- \$
aux 15 premiers ETP			5 000,00 \$				- \$

Perte de l'allocation pour le développement : 10 000 \$

ANNEXE 9 - Financement d'une unité de formation à distance en formation générale des adultes par commission scolaire

Code	Commission scolaire	Personnel enseignant	Encadrement pédagogique	Personnel de soutien	RM	Total	Bonification de 5 %	FAD
							0,95238095	80%
		\$/ETP	\$/ETP	\$/ETP	\$/ETP	\$/ETP	\$/ETP	\$/unité
a	b	c	d	e	f	$g = \sum c...f$	$H = g * 0,9523$	$I = h * 0,8 * 25 / 900$
711 00	CS des Monts-et-Marées	6 271	263	885	124	7 543	7 184 \$	160 \$
712 00	CS des Phares	6 244	399	754	124	7 521	7 163 \$	159 \$
713 00	CS du Fleuve-et-des-Lacs	7 457	235	957	124	8 773	8 355 \$	186 \$
714 00	CS de Kamouraska—Rivière-du-Loup	7 277	274	900	124	8 575	8 167 \$	181 \$
721 00	CS du Pays-des-Bleuets	6 748	371	825	124	8 068	7 684 \$	171 \$
722 00	CS du Lac-Saint-Jean	6 205	338	675	124	7 342	6 992 \$	155 \$
723 00	CS des Rives-du-Saguenay	6 781	319	685	124	7 909	7 532 \$	167 \$
724 00	CS De La Jonquière	5 572	371	696	124	6 763	6 441 \$	143 \$
731 00	CS de Charlevoix	6 282	391	1 181	124	7 978	7 598 \$	169 \$
732 00	CS de la Capitale	5 654	307	643	124	6 728	6 408 \$	142 \$
733 00	CS des Découvreurs	5 688	320	706	124	6 838	6 512 \$	145 \$
734 00	CS des Premières-Seigneuries	5 364	370	626	124	6 484	6 175 \$	137 \$
735 00	CS de Portneuf	5 927	337	1 037	124	7 425	7 071 \$	157 \$
741 00	CS du Chemin-du-Roy	5 797	356	655	124	6 932	6 602 \$	147 \$
742 00	CS de l'Énergie	5 731	395	791	124	7 041	6 706 \$	149 \$
751 00	CS des Hauts-Cantons	7 009	352	997	124	8 482	8 078 \$	180 \$
752 00	CS de la Région-de-Sherbrooke	6 154	318	666	124	7 262	6 916 \$	154 \$
753 00	CS des Sommets	6 635	354	917	124	8 030	7 648 \$	170 \$
761 00	CS de la Pointe-de-l'Île	4 214	331	605	124	5 274	5 023 \$	112 \$
762 00	CS de Montréal	5 517	336	597	124	6 574	6 261 \$	139 \$
763 00	CS Marguerite-Bourgeoys	4 783	356	598	124	5 861	5 582 \$	124 \$
771 00	CS des Draveurs	4 986	369	615	124	6 094	5 804 \$	129 \$
772 00	CS des Portages-de-l'Outaouais	4 799	372	621	124	5 916	5 634 \$	125 \$
773 00	CS au Coeur-des-Vallées	6 020	349	845	124	7 338	6 989 \$	155 \$
774 00	CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	8 716	328	1 088	124	10 256	9 768 \$	217 \$
781 00	CS du Lac-Témiscamingue	12 226	342	1 277	124	13 969	13 304 \$	296 \$
782 00	CS de Rouyn-Noranda	5 614	411	745	124	6 894	6 566 \$	146 \$
783 00	CS Harricana	7 258	365	1 030	124	8 777	8 359 \$	186 \$
784 00	CS de l'Or-et-des-Bois	6 216	371	838	124	7 549	7 190 \$	160 \$
785 00	CS du Lac-Abitibi	4 899	372	1 132	124	6 527	6 216 \$	138 \$
791 00	CS de l'Estuaire	6 233	403	962	124	7 722	7 354 \$	163 \$
792 00	CS du Fer	7 254	410	1 147	124	8 935	8 510 \$	189 \$
793 00	CS de la Moyenne-Côte-Nord	14 445	417	4 661	124	19 647	18 711 \$	416 \$
801 00	CS de la Baie-James	7 663	365	1 797	124	9 949	9 475 \$	211 \$
811 00	CS des Îles	5 281	403	2 485	124	8 293	7 898 \$	176 \$
812 00	CS des Chic-Chocs	6 455	292	1 161	124	8 032	7 650 \$	170 \$
813 000	CS René-Lévesque	6 813	320	1 049	124	8 306	7 910 \$	176 \$
821 000	CS de la Côte-du-Sud	6 822	302	960	124	8 208	7 817 \$	174 \$
822 000	CS des Appalaches	7 280	323	821	124	8 548	8 141 \$	181 \$
823 000	CS de la Beauce-Etchemin	5 730	275	816	124	6 945	6 614 \$	147 \$
824 000	CS des Navigateurs	5 399	328	687	124	6 538	6 227 \$	138 \$
831 000	CS de Laval	5 421	354	602	124	6 501	6 191 \$	138 \$
841 000	CS des Affluents	4 645	361	627	124	5 757	5 483 \$	122 \$

Code	Commission scolaire	Personnel enseignant	Encadrement pédagogique	Personnel de soutien	RM	Total	Bonification de 5 %	FAD
							0,95238095	80 %
		\$ /ETP	\$/ETP	\$/ETP	\$/ETP	\$/ETP	\$/ETP	\$/unité
842000	CS des Samares	5 105	361	713	124	6 303	6 003 \$	133 \$
851000	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	5 460	382	591	124	6 557	6 245 \$	139 \$
852000	CS de la Rivière-du-Nord	5 702	350	655	124	6 831	6 506 \$	145 \$
853000	CS des Laurentides	6 511	398	843	124	7 876	7 501 \$	167 \$
854000	CS Pierre-Neveu	6 315	378	886	124	7 703	7 336 \$	163 \$
861000	CS de Sorel-Tracy	5 449	314	700	124	6 587	6 273 \$	139 \$
862000	CS de Saint-Hyacinthe	4 939	386	668	124	6 117	5 826 \$	129 \$
863000	CS des Hautes-Rivières	6 008	406	637	124	7 175	6 833 \$	152 \$
864000	CS Marie-Victorin	4 943	377	583	124	6 027	5 740 \$	128 \$
865000	CS des Patriotes	5 704	379	671	124	6 878	6 550 \$	146 \$
866000	CS du Val-des-Cerfs	6 030	363	661	124	7 178	6 836 \$	152 \$
867000	CS des Grandes-Seigneuries	4 958	379	621	124	6 082	5 792 \$	129 \$
868000	CS de la Vallée-des-Tisserands	6 821	349	796	124	8 090	7 705 \$	171 \$
869000	CS des Trois-Lacs	5 411	394	685	124	6 614	6 299 \$	140 \$
871000	CS de la Riveraine	6 495	335	934	124	7 888	7 512 \$	167 \$
872000	CS des Bois-Francs	6 600	363	716	124	7 803	7 431 \$	165 \$
873000	CS des Chênes	5 587	371	723	124	6 805	6 481 \$	144 \$
881000	CS Central Québec	6 955	421	2 123	124	9 623	9 165 \$	204 \$
882000	CS Eastern Shores	9 703	376	2 198	124	12 401	11 810 \$	262 \$
883000	CS Eastern Townships	5 468	403	988	124	6 983	6 650 \$	148 \$
884000	CS Riverside	5 191	345	674	124	6 334	6 032 \$	134 \$
885000	CS Sir-Wilfrid-Laurier	5 260	393	807	124	6 584	6 270 \$	139 \$
886000	CS Western Québec	5 102	416	964	124	6 606	6 291 \$	140 \$
887000	CS English-Montréal	4 714	314	616	124	5 768	5 493 \$	122 \$
888000	CS Lester-B.-Pearson	4 001	376	594	124	5 095	4 852 \$	108 \$
889000	CS New Frontiers	5 531	426	1 000	124	7 081	6 744 \$	150 \$

Source : MEES – Règles budgétaires 2015-2016, annexe C

ANNEXE 10 – Avis de l'AQCS – Services complémentaires aux élèves ayant des besoins particuliers en formation générale des adultes et en formation professionnelle

LA VOIX UNIFIÉE
DES CADRES SCOLAIRES
DU QUÉBEC



AVIS

Services complémentaires aux élèves ayant des besoins particuliers en formation générale des adultes et en formation professionnelle

MARS 2016

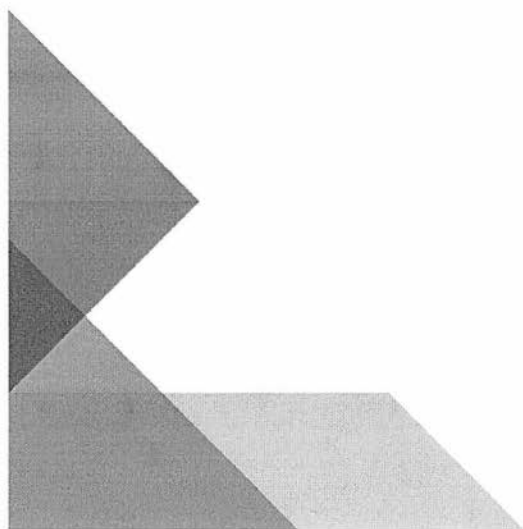


Table des matières

Introduction	1
Les aspects éducatifs	2
Les aspects administratifs	6
Conclusion.....	10
Recommandations	11
Annexe 1	12
Annexe 2	13





Introduction

Le gouvernement vise à mettre les jeunes adultes en mouvement afin qu'ils puissent contribuer à la société québécoise. Il a mis comme cible la diplomation des jeunes de moins de 20 ans à 80 %.

Une des mesures adoptées pour réaliser cet objectif a été de demander aux centres de formation générale des adultes et de formation professionnelle de mettre en place des mécanismes pour accueillir plus de jeunes de moins de 20 ans en formation professionnelle (FP) et à l'éducation des adultes (FGA). On demande de faire un accompagnement plus soutenu des jeunes pour les mener à la diplomation.

Des services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement (SARCA) ont également été mis sur pied afin d'identifier et de mettre en mouvement des adultes qui avaient cessé tout parcours scolaire. Offerts dans toutes les commissions scolaires, les SARCA permettent à des gens de mieux définir leur projet, d'identifier les services et les ressources à leur disposition et d'être mieux accompagnés dans l'atteinte de leurs objectifs. Ces élèves représentent maintenant une part grandissante des inscriptions en FGA et en FP.

Toutefois, ces adultes qui ont abandonné leurs études secondaires à l'adolescence vivent tous, à des degrés divers, des difficultés liées à des problèmes d'apprentissage, d'intégration, ou liés à un handicap ou à la santé physique, à la santé mentale; plusieurs ont des responsabilités familiales, et presque tous vivent dans des conditions de pauvreté. Ces difficultés, lorsqu'elles ne sont pas prises en compte, deviennent souvent des obstacles à la persévérance scolaire et empêchent bon nombre d'entre eux d'obtenir un diplôme.

Les récentes restrictions budgétaires imposées aux commissions scolaires *ont réduit de manière significative les services offerts aux jeunes élèves des secteurs FGA et FP*. Or ce sont eux qui sont les plus exposés aux difficultés scolaires. Selon l'AQCS, il s'agit d'une erreur majeure qui nous éloigne de coup sûr des objectifs de réussite éducative. Pour favoriser la réussite, le « *Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue* »¹ prévoyait des services destinés à « *accompagner les élèves adultes et les conseiller tout au long de leur démarche de formation* ».

Avec l'annonce d'un réinvestissement en éducation, nous demandons d'allouer des enveloppes budgétaires spécifiques permettant d'accompagner ces élèves de manière efficace.

¹ http://www.mels.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/publications/FPT_FC/Educ_adultes_action_communaute/re/Politiques/Plan.pdf (consulté le 17 février 2014)



Les aspects éducatifs

Objectifs du MEES de 80% de diplomation d'ici 2020

En 2009, le MEES² fixait comme objectif, dans son énoncé *L'école, j'y tiens – Tous ensemble pour la réussite scolaire*, d'augmenter à 80 %, d'ici 2020, le taux de diplomation ou de qualification des élèves de moins de 20 ans. Pour l'année 2020, cela représente 8 000 élèves de plus qui obtiendront un diplôme, dont 1 500 en FP. Toutes les commissions scolaires sont appelées à contribuer à l'atteinte de cet objectif. Selon les projections du MEES³, dans une commission scolaire de grande taille, cela représente environ 300 diplômés de plus par année et dans une petite commission scolaire, 40 diplômés de plus. Parmi les voies proposées par le MEES pour atteindre cet objectif, nous tenons à souligner tout particulièrement les objectifs et moyens suivants :

- faciliter et encourager l'accès à la FP;
- développer des mesures visant à accroître l'accès à des services éducatifs complémentaires pour les élèves de moins de 20 ans;
- tout mettre en œuvre pour rétablir les ponts avec le maximum de décrocheuses et de décrocheurs;
- développer, dans les commissions scolaires, des services de conseil et d'accompagnement à l'intention des rattrapés et implanter des services complémentaires en FGA.

Ces objectifs nous interpellent et nous croyons que le MEES a raison d'investir dans cette direction.

L'objectif d'augmenter à 80 % le taux d'obtention du diplôme des jeunes de moins de 20 ans est également inscrit dans le guide d'implantation de la convention de partenariat entre le ministère et chaque commission scolaire. Le ministère y énonce, parmi ses cinq objectifs, les deux suivants : *l'augmentation de la diplomation et de la qualification avant l'âge de 20 ans et l'augmentation du nombre d'élèves de moins de 20 ans en formation professionnelle*⁴. Ces deux objectifs requièrent une qualité et un éventail de services que les commissions scolaires ne peuvent rendre en FGA et en FP, faute de moyens suffisants. Pourtant, ce sont des buts sur lesquels les commissions scolaires et leurs gestionnaires concernés, nos membres, auront à rendre des comptes.

² http://www.mels.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/publications/EPEPS/Formation_jeunes/LEcoleJyTiens_TousEnsemblePourLaReussiteScolaire.pdf, page 7 (consulté le 17 février 2014)

³ Ibidem.

⁴ http://www.mels.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/publications/BSM/ConvPartenariat_GuideImplantation.pdf page 6 (consulté le 17 février 2014)

Croissance soutenue de la clientèle en formation générale aux adultes (FGA) et en formation professionnelle (FP)

Selon les dernières données disponibles sur le site du ministère⁵, la formation générale des jeunes connaît une légère diminution de l'effectif scolaire depuis 2006 alors que la formation générale aux adultes et la formation professionnelle connaissent une augmentation constante.

Le tableau 1 présente les données 2009-2010 concernant les inscriptions, l'effectif en formation, l'effectif selon l'équivalence temps plein (ETP) et les diplômes décernés en 2008-2009. Depuis 2004, ces données sont en croissance continue et certaines années affichent des augmentations importantes. Les prévisions actuelles portent à croire qu'elles seront encore légèrement à la hausse pour les années à venir.

Tableau 1 Portrait de la FGA et de la FP

Statistiques de l'éducation — Édition 2011 ⁶	Formation générale des adultes	Formation professionnelle
Nombre d'inscriptions en 2009-2010	269 902	113 131
Nombre d'inscriptions de personnes de moins de 20 ans	89 400	29 556
Effectif en formation en 2009-2010	198 130	105 786
Effectif de moins de 20 ans (ETP)	n.d.	30 115
Effectif selon l'équivalence temps plein en 2009-2010	53 876	70 701
Inscriptions par ETP	5,01	1,60
Nombre de diplômes décernés en 2008-2009	12 129	41 588
Nombre de diplômés de moins de 20 ans en 2008-2009	5 435	6 645
Âge moyen des diplômés et diplômées	23,8 ans	29,9 ans

Selon les *Statistiques de l'éducation, Édition 2011*, les élèves de moins de vingt ans compteraient approximativement pour le tiers des élèves de la FGA et le quart de ceux de la FP.

Les données du système AGIR démontrent aussi que la proportion des nouveaux élèves de moins de 20 ans en FP est environ à 30 % du nombre des nouveaux inscrits chaque année. Bien que relativement stable, cette donnée indique que près de 15 000 jeunes fréquentent annuellement les centres de FP sans avoir accès à des services complémentaires équivalents à ceux du secteur des jeunes.

⁵ *Statistiques de l'éducation — Enseignement primaire, secondaire, collégial et universitaire, Édition 2011*; <http://www.mels.gouv.qc.ca/sections/publications/publications/SICA/DRSI/se2011-EditionS.pdf>, tableau 2.2.4 (consulté le 5 février 2014)

⁶ Idem : Tableaux 2.2.12, 2.2.13, 2.2.16, 2.2.17, 2.2.18, 2.2.19, 2.2.20, 3.2.5 et 3.1.7.

Une clientèle avec des besoins particuliers encore plus importants que ceux des élèves du secteur jeune

Au-delà des chiffres, il y a des élèves. Une partie de la clientèle en FP est composée de jeunes qui ont eu des parcours scolaires particuliers. Certains ont des difficultés scolaires plus ou moins importantes. Ils ont choisi la FGA ou la FP pour obtenir un premier diplôme et développer leur plein potentiel comme citoyen, comme travailleur. De façon plus criante encore, les élèves inscrits dans les programmes offerts en concomitance avec la formation générale jeune (FGJ) arrivent dans les centres de FP un an plus tôt que ceux du cheminement régulier et ont donc moins de 18 ans. Ces élèves sont privés des services qu'ils auraient obtenus d'une école secondaire parce qu'ils choisissent de fréquenter un centre dans un programme offert en concomitance.

Une autre partie de la clientèle de la FP est constituée de personnes en réorientation qui, après avoir complété un diplôme d'études secondaires (DES), ont commencé des études collégiales et ont rencontré suffisamment de difficultés pour les éloigner de leur projet de carrière et les forcer à se réorienter. Ces personnes doivent être accompagnées par des professionnels pour éviter que les difficultés scolaires et personnelles ne se répètent en FP.

Enfin, à l'autre bout du spectre de la clientèle de la FP, des élèves sont admis avec un parcours particulièrement atypique. Certains ont suivi une formation préparatoire au travail après avoir atteint un niveau de compétences équivalent à celui de la fin du primaire. Puis, ils ont accédé à une formation à un métier semi-spécialisé (FMS). Ces élèves, qu'ils aient suivi les deux formations ou seulement la FMS, se retrouvent dans certains programmes d'études qui conduisent à un diplôme d'études professionnelles (DEP), dont le préalable est la 3^e année du secondaire. Ces élèves sont très vulnérables et ont besoin d'être accompagnés.

L'effectif de la FGA – il faut bien le reconnaître – est essentiellement composé de personnes pour qui le cheminement scolaire normal n'a pas bien fonctionné. Ce sont des élèves qui tentent de renouer avec une démarche d'apprentissage scolaire, après un décrochage qui résulte d'échecs, un manque de motivation ou une très forte attraction du marché du travail.

Les jeunes et les moins jeunes inscrits en FGA ou en FP n'échappent pas aux phénomènes de société. Tant dans l'effectif de la FGA et de la FP, on retrouve entre autres :

- des personnes qui ont des difficultés d'apprentissage;
- des personnes avec des carences au plan des habiletés sociales et relationnelles;
- des immigrants et des immigrantes;
- des personnes vivant des difficultés conjugales;
- des mères monoparentales et des pères monoparentaux;
- des personnes handicapées;
- des gens éprouvant des difficultés financières;

- des gens vivant des problèmes de toxicomanie;
- des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale, etc.

Dans plusieurs centres, les taux de prévalence de certaines problématiques peuvent excéder les taux moyens observés dans l'ensemble de la société. La plupart du temps, ils les dépassent.

Ce que ces gens ont en commun, c'est d'être en formation. C'est là que réside notre responsabilité en tant qu'éducateurs ou gestionnaires de l'éducation. La FGA et la FP permettent à un grand nombre de personnes d'atteindre un meilleur équilibre, d'accéder plus rapidement au marché du travail et, éventuellement, à des études plus avancées. Elles représentent aussi, dans plusieurs cas, une « deuxième chance » dans leur rapport avec le réseau de l'éducation.


Nous souhaitons que :

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur prenne acte de l'existence de besoins particuliers chez les élèves de la FP, besoins à la fois semblables et à la fois différents de ceux rencontrés en FGI.

Les élèves en FGA et FP ont besoin de services d'accompagnement scolaire pour réussir

La persévérance et la réussite scolaires dépendent de plusieurs facteurs dont certains débordent les responsabilités et les compétences attendues normalement des enseignants. Malheureusement, on ne retrouve pas le même niveau de services qu'en FGI. L'élève qui laisse son école secondaire pour aller dans un centre de FGA ou un centre de FP ne reçoit pas tous les services dont il a besoin. Cela a un impact important sur sa persévérance et sa réussite. La qualité des services que les commissions scolaires peuvent rendre à leur clientèle de FGA et de FP n'est pas à la hauteur des besoins à cause de l'insuffisance des ressources humaines et financières.

Ce que nous déplorons, dans ces deux ordres d'enseignement, c'est un manque récurrent de financement nous permettant d'offrir les services d'accompagnement scolaire aux personnes. Ce sont des clientèles qui ont besoin de services à même les centres afin de créer un effet de proximité, de confiance et d'accompagnement. Ces jeunes ne disposent pas de temps ni de ressources pour fréquenter les services situés à l'extérieur.



Les aspects administratifs

Besoins aussi aigus de ressources d'accompagnement en FGA et FP que dans le secteur jeune

Sur le plan des relations du travail, la convention collective régit les rapports entre le personnel enseignant et les commissions scolaires. Elle stipule, entre autres, à l'intention de celles-ci des obligations en ce qui concerne les élèves à risque, handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) qui présentent des besoins particuliers. Les commissions scolaires constatent qu'on ne leur fournit pas les moyens suffisants pour assumer leurs obligations notamment en FGA et en FP. Ces élèves ne reçoivent pas tous les services dont ils ont besoin, les enseignants sont souvent démunis et manquent de soutien pour aider leurs élèves. Les enseignants, les élèves et les gestionnaires d'établissement ont tous conscience de la différence de traitement entre les EHDA du secteur des jeunes par rapport à ceux de la FGA ou de la FP.

De plus, le secteur des jeunes bénéficie d'un certain nombre de mesures pour répondre à des besoins particuliers concernant, entre autres, la stratégie d'intervention Agir autrement, la lutte contre la toxicomanie, l'aide à la francisation, l'adaptation scolaire, l'information et l'orientation scolaires et professionnelles, la sensibilisation à la lecture et à la culture, les services de garde (pour les jeunes eux-mêmes, alors que les gens de la FGA ou de la FP pourraient en avoir besoin pour leurs enfants), les programmes sport-études ou art-études, la lutte à l'intimidation et à la violence, etc. Presque tous ces moyens sont absents du financement de la FGA et de la FP. De plus, les écoles primaires et secondaires bénéficient systématiquement de ressources des centres intégrés de santé et de services sociaux (cliniques jeunesse, infirmière dans les établissements, etc.) alors que ce n'est pratiquement pas le cas dans les centres d'éducation des adultes et de formation professionnelle.

Problématiques non documentées et non répertoriées

Les milieux de la FGA et de la FP éprouvent beaucoup de difficultés à documenter convenablement les problématiques vécues. Il n'existe pas de données à l'échelle québécoise et les données locales, lorsqu'elles existent, ne sont pas toujours comparables. Par conséquent, les élèves concernés ne sont identifiés dans aucun système. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de problèmes. De nombreux témoignages prouvent le contraire. Tous les enseignants, tous les conseillers pédagogiques, tous les gestionnaires d'établissement ou de service de FGA ou FP vous l'assurent : il y a chez leurs élèves une prévalence élevée de problèmes d'apprentissage, de problèmes socio-affectifs et d'autres problèmes qui interfèrent avec la réussite de ces jeunes.

Les formateurs font ce qu'ils peuvent, quotidiennement, mais reconnaissent d'emblée que plusieurs situations dépassent nettement leurs compétences. Tous souhaiteraient des services d'appoint pour soutenir leurs élèves en difficulté dans leur démarche vers la réussite.

Bien que les sommes allouées aux SARCA répondent en partie aux besoins d'identification et d'accompagnement des clientèles adultes, on ne peut que constater que les élèves qui vivent des problèmes psychosociaux, d'adaptation et des troubles d'apprentissage, nécessitent des expertises et des services particuliers ainsi qu'un accompagnement mieux adapté et soutenu.

Dans un contexte où les partenaires habituels du réseau de l'éducation sont essouffés par un manque cruel de ressources, les centres se trouvent souvent dans une impasse lorsqu'il s'agit d'offrir ces services aux élèves les plus démunis.

Financement non-adéquat et insuffisant

Le financement de la FGA et de la FP présente une particularité. Le MEES reconnaît la pertinence de services spécifiques aux élèves de la FGA et de la FP qui présentent des besoins particuliers. Il accorde du financement dédié à ces services complémentaires sur la base de l'effectif de la FGA. Avec le montant alloué, les commissions scolaires doivent offrir des services à tous les élèves de la FGA et à ceux de la FP qui ont plus de 18 ans.

Les élèves de moins de 18 ans qui sont en FP doivent, en principe, recourir aux services complémentaires du secteur des jeunes (règles budgétaires 2013-2014). En plus de fractionner la clientèle de la FP, cette formule rend difficiles les activités de dépistage et de prévention puisqu'elle favorise le recours à des ressources qui ne sont pas hébergées dans le même centre de formation que l'élève. Jusqu'à 2007-2008, seuls les élèves handicapés étaient considérés comme ayant des besoins particuliers. Cette année-là, le montant accordé – 1,78 M\$ pour l'ensemble du réseau – ne permettait même pas à une commission scolaire de taille moyenne d'embaucher une seule ressource professionnelle affectée aux élèves ayant des besoins particuliers.

À partir de 2008-2009, le MEES reconnaît plus largement les « élèves ayant des besoins particuliers ». Les montants sont alors sensiblement augmentés pour atteindre un peu plus de 9 M\$. Ces montants étaient alors calculés sur la base des élèves en FGA. Par la suite, ils ont été seulement indexés. Depuis 2012-2013, les règles budgétaires du MEES indiquent que ces mêmes montants s'appliquent dorénavant aux élèves de la FP également.

Alors que les besoins ont continué à croître, puisque la clientèle a continué à rajeunir et à se diversifier, les mêmes sommes servent à répondre à un plus grand nombre de besoins. Cela explique pourquoi certains établissements ont choisi de prendre entente avec un ou des organismes du milieu pour assurer de meilleures chances de réussite aux élèves les plus fragiles, les plus susceptibles de décrocher. Dans ce type de solution temporaire, le dépistage et la prévention se trouvent trop souvent négligés et rien ne garantit, à moyen et à long terme, une

réponse adéquate aux besoins permettant la réussite du plus grand nombre, objectif du MEES et des commissions scolaires.

Globalement, les gestionnaires de la FGA et de la FP ont le sentiment qu'en ce qui concerne leurs élèves présentant des besoins particuliers, le ministère impose des obligations sans allouer les ressources financières correspondantes. Ceci a pour effet de ne pas satisfaire aux besoins de la clientèle et de freiner l'augmentation du taux d'obtention du diplôme.

Le MEES finance la FGJ, la FGA et la FP au moyen des allocations suivantes :

- allocations de base pour les activités éducatives. Le calcul de ces allocations repose sur les caractéristiques des régimes pédagogiques (règles de formation de groupe, conventions collectives, caractéristiques du personnel de chaque commission scolaire, bâtiments, etc.);
- ajustements des allocations de base pour tenir compte des particularités des régimes pédagogiques (FMS, alternance travail-étude, etc.);
- allocations additionnelles pour les activités éducatives des jeunes. Ce sont les allocations énumérées dans le tableau 4 en annexe. Ce type d'allocations n'existait pas en FP jusqu'en 2013-2014, année où le MEES a indiqué que l'allocation pour les élèves ayant des besoins particuliers en FGA, sans aucune bonification, a été étendue à la FP;
- allocations supplémentaires qui s'adressent principalement au secteur des jeunes.

Les cinq allocations pour les activités éducatives de la FGJ (voir tableau 4 en annexe) représentent 670 M\$, soit une aide de 855 \$ par jeune. L'équivalent de ces allocations pour la FGA et la FP représente 9,8 M\$, soit 84 \$ par équivalent temps plein (ETP) (voir tableau 5 en annexe). Si la FGA et la FP étaient financées au même titre que la FGJ, l'investissement serait d'environ 97 M\$ (voir tableau 5 en annexe). Aussi, il est important de noter qu'au secteur jeune un ETP correspond à un individu, alors qu'en FGA et FP il faut la fréquentation de plusieurs individus pour avoir un ETP.

Demande d'un financement adéquat et récurrent considérant les cibles de réussite imposées par le MEES

Le tableau 2, qui suit, résume le souhait de l'AQCS. Il repose sur un financement égal à celui des jeunes pour une portion de la clientèle de la FGA et de la FP. La pondération de 30 % et de 25 % provient des pourcentages des inscriptions des élèves de moins de 20 ans que l'on retrouve dans le tableau 4, en annexe.

Tableau 2 Estimation du besoin

Formation	Clientèle ETP	Ajustement	Clientèle retenue (ETP)	Financement 855 \$/ETP
	a	c	d=a*c	f=d*855
Générale adulte	50 990	30 %	15 297	13 078 848 \$
Professionnelle	65 469	25 %	16 367	13 994 014 \$
Total	116 459		31 664	27 072 862 \$

Cela représente un financement additionnel d'environ 17,2 M\$ comme le montre le tableau 3. Le financement passerait de 84 \$ par ETP à 232 \$ par ETP. Il représenterait alors 27 % de ce qui est alloué en formation générale jeune (855 \$). Considérant les orientations du MEES par rapport à la diplomation et les cibles de réussite imposées aux commissions scolaires, cette demande est des plus justifiées.

Tableau 3 Ventilation de la demande

Formation	Actuel 2013-2014	Demande	Total
	a	b	c=a+b
Générale adulte	9 803 134 \$	3 275 714 \$	13 078 848 \$
Professionnelle	- \$	13 994 014 \$	13 994 014 \$
Total	9 803 134 \$	17 269 728 \$	27 072 862 \$

Cette analyse en FP est d'autant plus pertinente en raison de l'impact de la diminution des taux de majoration qui tiennent compte des abandons, en 2011-2012, de 15 % à 10 % pour les moins de 20 ans et de 10 % à 5 % pour les plus de 20 ans. Cette compression a provoqué une diminution des services favorisant la persévérance et la réussite des élèves dans bien des commissions scolaires. Si le MEES n'avait pas révisé à la baisse de 5 % les facteurs pour tenir compte des abandons, le réseau scolaire aurait disposé, en 2012-2013, d'environ 32,6 M\$ de plus pour la FP.

Nous sensibilisons le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur au manque de financement pour les élèves ayant des besoins particuliers actuellement alloué aux commissions scolaires, car il ne répond qu'en partie aux besoins réels de la clientèle qui fréquente la FGA.



Conclusion

La FGA et la FP sont des avenues qui permettent aux gens de développer leurs compétences, de raffermir leur confiance en eux et, dans la mesure où les conditions de réussite sont réunies, d'obtenir un diplôme. Actuellement, pour les clientèles les plus vulnérables, il y a un manque généralisé de services de prévention, de dépistage, d'aide et d'accompagnement.

Notre vœu le plus cher est que le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur réalise l'importance d'investir dans le développement des habiletés et des compétences des personnes qui ont eu un cheminement scolaire difficile lors de leurs premiers contacts avec le monde de l'éducation. Pour devenir meilleure, notre société a besoin de l'apport civique, économique, social et culturel de tous ses membres, incluant ceux et celles qui n'ont pas toujours eu la vie facile dans leur cheminement familial et scolaire.

C'est pourquoi nous vous demandons d'investir des sommes additionnelles dédiées à l'accompagnement et à l'encadrement des élèves ayant des besoins particuliers en FGA et en FP, sans rien enlever au financement de la FGJ.

Nous souhaitons également que le Ministère s'engage à réserver des allocations spécifiques destinées à des services éducatifs complémentaires qui doivent être mis en place pour répondre aux besoins particuliers chez les élèves de la FGA et de la FP.

Nous demandons à ce que le Ministère s'engage à offrir, par élève de moins de 20 ans, un niveau de financement comparable à celui qui est fourni à la FGJ pour des besoins comparables (855 \$ par ETP), sans la pénaliser;

- en FGA, cela représente une somme de 13 978 848 \$ (comparativement à 9 803 134 \$, actuellement);
- en FP, cela représente une somme de 13 994 014 \$ (comparativement à 0 \$, actuellement).

Enfin, nous demandons à ce que le Ministère priorise l'ajout de ressources en FP dans cette démarche. Nous profitons de l'annonce du réinvestissement en éducation de 80 millions de dollars pour demander à ce que le gouvernement réserve des enveloppes budgétaires spécifiques permettant d'accompagner ces élèves de manière efficace.



Recommandations

À cet effet, l'AQCS recommande que :

Recommandation 1

Le MEES prenne acte de l'existence de besoins particuliers chez les élèves de la FP, besoins à la fois semblables et à la fois différents de ceux rencontrés en FGJ.

Recommandation 2

Le MEES prenne acte du manque de financement pour les élèves ayant des besoins particuliers actuellement alloué aux commissions scolaires, car il ne répond qu'en partie aux besoins réels de la clientèle qui fréquente la FGA.

Recommandation 3

Le MEES s'engage à réserver des allocations destinées à des services éducatifs complémentaires qui doivent être mis en place pour répondre aux besoins particuliers chez les élèves de la FGA et de la FP.

Recommandation 4

Le MEES s'engage à offrir, par élève de moins de 20 ans, un niveau de financement comparable à celui qui est fourni à la FGJ pour des besoins comparables (855 \$ par ETP);

- en FGA, cela représente une somme de 13 978 848 \$ (comparativement à 9 803 134 \$, actuellement);
- en FP, cela représente une somme de 13 994 014 \$ (comparativement à 0 \$, actuellement).

Recommandation 5

Enfin, nous demandons à ce que le Ministère priorise l'ajout de ressources en FGA et FP dans cette démarche. Nous profitons de l'annonce du réinvestissement en éducation de 80 millions de dollars pour réclamer des enveloppes budgétaires spécifiques permettant d'accompagner ces élèves de manière efficace.

Annexe 1

Tableau 4 Allocations de base pour les activités éducatives jeunes
(règles budgétaires 2013-2014)

Code	Commission scolaire	Élèves en difficulté d'apprentissage (1)	Milieu défavorisé (2)	Enseignants orthopédagogues à l'enseignement primaire (3)	Enseignants ressources à l'enseignement secondaire (4)	Personnel professionnel et de soutien (5)	Allocation totale	Clientèle jeune en 2013-2014	Per capita élève
711000	Monts-et-Matias, CS des	2 207 622 \$	1 406 820 \$	209 304 \$	231 808 \$	294 485 \$	4 350 239 \$	4 141	1 051 \$
712000	Pierre, CS des	3 336 072 \$	1 883 950 \$	339 810 \$	380 544 \$	348 420 \$	6 588 836 \$	6 081	1 083 \$
713000	Rivière-du-Loup, CS de	1 831 506 \$	1 325 413 \$	181 769 \$	179 949 \$	256 963 \$	3 577 590 \$	3 354	1 067 \$
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	2 507 543 \$	1 520 408 \$	269 302 \$	237 229 \$	277 633 \$	4 012 315 \$	3 742	1 070 \$
721000	Pays-des-Érables, CS du	3 731 152 \$	1 891 072 \$	275 031 \$	342 482 \$	388 700 \$	6 008 567 \$	6 444	1 026 \$
722000	Le Saint-Jean, CS du	3 167 304 \$	1 544 203 \$	248 150 \$	289 121 \$	282 839 \$	5 550 718 \$	5 083	1 112 \$
723000	Rivière-du-Saguenay, CS des	5 845 749 \$	2 575 735 \$	428 841 \$	498 422 \$	442 299 \$	9 579 033 \$	10 207	938 \$
724000	De La Jonquière, CS	3 820 457 \$	1 719 401 \$	284 555 \$	334 045 \$	318 141 \$	6 475 599 \$	7 188	901 \$
731000	Charlevoix, CS de	1 448 759 \$	882 724 \$	127 710 \$	137 048 \$	205 853 \$	2 802 195 \$	2 877	974 \$
732000	Crofton, CS de	9 383 674 \$	4 897 440 \$	851 626 \$	828 960 \$	670 608 \$	16 524 035 \$	20 054	820 \$
733000	Décarville, CS des	5 257 781 \$	1 282 200 \$	458 313 \$	430 181 \$	280 816 \$	7 689 271 \$	10 434	737 \$
734000	Premières-Seigneuries, CS des	8 544 650 \$	2 135 183 \$	628 816 \$	853 173 \$	579 317 \$	14 841 130 \$	21 504	695 \$
735000	Portneuf, CS de	2 438 412 \$	1 033 440 \$	200 645 \$	228 188 \$	240 995 \$	4 141 361 \$	4 516	917 \$
741000	Chemin-du-Roi, CS du	7 309 152 \$	3 278 113 \$	627 261 \$	697 233 \$	541 259 \$	12 483 048 \$	14 768	844 \$
742000	Énergie, CS de l'	4 550 170 \$	2 582 959 \$	380 511 \$	425 506 \$	432 369 \$	6 300 521 \$	6 410	984 \$
751000	Haute-Côteaux, CS des	2 709 319 \$	1 492 308 \$	267 092 \$	249 482 \$	314 278 \$	5 023 544 \$	5 083	887 \$
752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	7 000 499 \$	3 038 412 \$	702 749 \$	540 687 \$	525 728 \$	11 810 434 \$	14 692	810 \$
753000	Sennelager, CS des	3 373 136 \$	1 698 352 \$	337 135 \$	315 073 \$	347 448 \$	6 025 484 \$	6 449	938 \$
761000	Pont-de-l'Île, CS de la	10 825 410 \$	8 873 008 \$	1 102 284 \$	1 075 362 \$	1 083 730 \$	22 736 824 \$	28 008	789 \$
762000	Montcalm, CS de	26 185 623 \$	37 549 518 \$	2 869 608 \$	2 513 500 \$	2 575 967 \$	71 701 547 \$	60 720	1 043 \$
763000	Marquette-Régouby, CS	14 541 157 \$	8 784 912 \$	1 469 717 \$	1 128 817 \$	1 089 143 \$	27 473 145 \$	34 446	863 \$
771000	Orford, CS des	7 853 816 \$	2 983 350 \$	628 782 \$	872 871 \$	535 890 \$	12 152 600 \$	15 862	765 \$
772000	Portage-de-l'Outaouais, CS des	4 859 777 \$	2 022 618 \$	486 735 \$	408 502 \$	405 730 \$	6 181 362 \$	13 850	591 \$
773000	Coeur-des-Valleys, CS du	2 036 135 \$	1 284 878 \$	251 265 \$	281 331 \$	305 509 \$	4 728 000 \$	5 887	818 \$
774000	Haute-Rive-de-l'Outaouais, CS des	1 218 221 \$	650 808 \$	144 687 \$	150 032 \$	224 479 \$	2 567 532 \$	2 582	1 010 \$
781000	La-Tremblay, CS des	960 734 \$	662 287 \$	83 405 \$	111 887 \$	174 854 \$	1 962 947 \$	1 982	1 076 \$
782000	Roy-Nord, CS de	2 444 772 \$	988 479 \$	200 004 \$	243 189 \$	271 140 \$	4 147 885 \$	4 446	856 \$
783000	Hamilton, CS	1 577 848 \$	811 403 \$	141 534 \$	148 701 \$	220 449 \$	2 959 835 \$	3 141	928 \$
784000	Chaudière-Appelton, CS de l'	2 058 879 \$	1 282 298 \$	203 265 \$	248 542 \$	323 714 \$	4 071 403 \$	4 178	973 \$
785000	La-Beauce, CS de	1 318 273 \$	684 259 \$	122 484 \$	125 342 \$	226 000 \$	2 594 368 \$	2 581	1 006 \$
791000	Estaire, CS de l'	2 493 423 \$	1 342 505 \$	213 515 \$	251 772 \$	312 508 \$	4 813 723 \$	4 291	1 075 \$
792000	Île, CS du	1 813 584 \$	935 281 \$	176 123 \$	178 948 \$	275 868 \$	3 480 872 \$	4 487	781 \$
793000	Muskeg-Côte-Nord, CS de la	284 861 \$	280 485 \$	37 221 \$	33 383 \$	131 003 \$	286 265 \$	2 697	1 134 \$
801000	Bas-Jacques, CS de la	999 727 \$	500 249 \$	81 716 \$	108 720 \$	171 018 \$	1 558 430 \$	1 839	1 011 \$
811000	Îles, CS des	772 884 \$	373 804 \$	55 609 \$	69 217 \$	181 833 \$	1 438 607 \$	1 150	1 249 \$
812000	Chic-Choc, CS des	1 337 495 \$	1 140 745 \$	143 414 \$	178 427 \$	251 184 \$	3 051 696 \$	2 782	1 097 \$
813000	Rivière-Éternité, CS	2 340 086 \$	1 634 750 \$	211 696 \$	271 779 \$	334 637 \$	4 822 851 \$	4 484	1 099 \$
821000	Côte-du-Sud, CS de la	3 438 343 \$	1 822 210 \$	357 874 \$	334 733 \$	390 686 \$	6 414 148 \$	7 573	847 \$
822000	Appalachien, CS des	2 300 101 \$	1 180 287 \$	182 770 \$	212 371 \$	243 351 \$	4 108 860 \$	4 381	938 \$
823000	Beauce-Éternité, CS de la	7 021 637 \$	3 228 217 \$	611 784 \$	618 818 \$	595 117 \$	12 075 773 \$	14 863	808 \$
824000	Neversham, CS des	8 303 783 \$	2 718 867 \$	744 353 \$	687 236 \$	519 520 \$	13 051 880 \$	15 120	863 \$
831000	Leval, CS de	15 728 325 \$	5 726 122 \$	1 381 087 \$	1 404 698 \$	990 289 \$	25 228 431 \$	38 186	660 \$
841000	Affaires, CS des	14 884 749 \$	4 386 184 \$	1 187 603 \$	1 352 833 \$	947 508 \$	22 599 095 \$	32 051	724 \$
842000	Saint-Jean, CS des	9 212 114 \$	4 400 887 \$	651 001 \$	900 115 \$	859 644 \$	18 270 831 \$	19 888	911 \$
851000	Seigneur-de-Montréal, CS de la	15 711 320 \$	5 350 981 \$	1 339 159 \$	1 327 690 \$	978 698 \$	24 767 777 \$	34 144	724 \$
852000	Rivière-du-Nord, CS de la	6 421 660 \$	3 618 835 \$	741 722 \$	784 588 \$	700 648 \$	14 275 463 \$	20 081	712 \$
853000	Laurentides, CS des	3 400 780 \$	1 593 457 \$	288 943 \$	387 645 \$	328 846 \$	6 000 821 \$	7 258	827 \$
854000	Pierre-Montée, CS	1 195 841 \$	1 113 938 \$	175 636 \$	185 813 \$	284 611 \$	3 635 939 \$	3 610	1 007 \$
861000	Saint-Jacques, CS de	2 473 705 \$	1 217 078 \$	205 481 \$	229 318 \$	268 243 \$	4 393 821 \$	4 870	902 \$
862000	Saint-Hyacinthe, CS de	4 564 481 \$	2 088 846 \$	474 457 \$	397 523 \$	444 621 \$	7 989 818 \$	11 261	712 \$
863000	Hautes-Rivières, CS des	8 302 890 \$	3 231 415 \$	680 496 \$	748 396 \$	656 993 \$	13 631 140 \$	18 840	819 \$
864000	Marie-Victorin, CS	13 497 003 \$	6 060 968 \$	1 232 815 \$	1 145 144 \$	1 015 780 \$	22 952 087 \$	26 180	787 \$
865000	Patrois, CS des	12 638 362 \$	3 071 111 \$	1 128 685 \$	986 740 \$	700 447 \$	18 835 335 \$	26 884	635 \$
866000	Val-de-Carleton, CS du	6 510 061 \$	2 770 012 \$	549 723 \$	534 133 \$	538 694 \$	10 902 823 \$	14 639	735 \$
867000	Grandes-Seigneuries, CS des	8 869 834 \$	2 830 101 \$	783 067 \$	782 093 \$	640 830 \$	14 009 825 \$	20 950	669 \$
868000	Val-de-la-Tremblay, CS de la	4 774 197 \$	2 182 429 \$	333 410 \$	418 380 \$	412 631 \$	7 800 777 \$	9 288	1 000 \$
869000	Trois-Lacs, CS des	5 183 904 \$	1 385 585 \$	492 442 \$	425 150 \$	399 692 \$	7 839 763 \$	10 513	787 \$
871000	Rivière, CS de la	2 215 732 \$	1 120 896 \$	225 358 \$	200 090 \$	243 122 \$	4 005 186 \$	4 672	857 \$
872000	Bas-Francis, CS des	4 785 185 \$	2 210 377 \$	444 607 \$	442 129 \$	450 508 \$	8 412 814 \$	10 784	780 \$
873000	Châteauguay, CS de	4 058 315 \$	2 084 139 \$	429 295 \$	429 689 \$	429 208 \$	7 968 910 \$	10 110	848 \$
881000	Central Québec, CS	1 371 047 \$	1 143 121 \$	183 217 \$	183 391 \$	208 319 \$	3 089 095 \$	4 245	728 \$
882000	Eastern Shores, CS	282 274 \$	820 587 \$	72 431 \$	84 088 \$	151 009 \$	1 200 309 \$	1 145	1 045 \$
883000	Eastern Townships, CS	2 191 799 \$	1 178 725 \$	238 402 \$	241 365 \$	270 148 \$	4 089 349 \$	5 118	797 \$
884000	Rivière, CS	4 039 031 \$	1 621 021 \$	392 694 \$	386 324 \$	349 378 \$	6 768 949 \$	8 910	760 \$
885000	St-Wendel-Laurent, CS	5 225 620 \$	2 400 221 \$	500 260 \$	553 317 \$	476 005 \$	9 133 420 \$	13 811	661 \$
886000	Western Québec, CS	2 847 289 \$	1 519 810 \$	276 411 \$	329 955 \$	295 900 \$	5 069 147 \$	6 947	763 \$
887000	English-Montreal, CS	8 348 054 \$	8 782 028 \$	639 471 \$	815 448 \$	864 884 \$	20 550 864 \$	18 825	1 093 \$
888000	Leval & Frenon, CS	10 278 256 \$	5 913 324 \$	656 844 \$	953 793 \$	620 228 \$	19 729 547 \$	21 003	764 \$
889000	New Frontiers, CS	1 789 135 \$	748 905 \$	150 784 \$	188 006 \$	223 718 \$	3 078 548 \$	3 850	843 \$
Total		371 718 105 \$	188 117 858 \$	34 287 113 \$	34 080 232 \$	32 212 284 \$	1 070 359 278 \$	1 640 993	655 \$

Services complémentaires aux élèves ayant des besoins particuliers en FGA et en FP

12

Annexe 2

Tableau 5 Simulation de l'application du montant de base élève jeune à la clientèle jeune à celle de la FGA et de la FP

Code	Commission scolaire	Toutes clientèles confondues					
		Clientèle Adulte bilan 5 11-12	Clientèle FP bilan 6 2011- 2012	Total FP-FGA	Projection selon le per capita jeunes	Aide additionnel pour besoins particuliers FGA (B)	Sous ou Sur financement
711000	Monts-et-Marais, CS des	605,24	224,27	729,51	786 371 \$	102 000 \$	864 371 \$
712000	Pharos, CS des	380,72	619,69	1 015,41	831 440 \$	89 683 \$	141 757 \$
713000	Flèche-et-des-Lacs, CS du	356,24	78,47	434,71	493 697 \$	59 489 \$	404 228 \$
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	366,75	814,62	1 181,37	900 095 \$	60 110 \$	929 985 \$
721000	Pays-des-Rivières, CS du	437,62	634,36	1 071,98	996 711 \$	105 843 \$	890 868 \$
722000	Lac-Saint-Jean, CS du	654,60	629,06	1 283,66	1 000 013 \$	108 843 \$	871 070 \$
723000	Rives-du-Saguenay, CS des	600,18	1 167,70	1 867,88	1 637 425 \$	180 931 \$	1 056 494 \$
724000	De La Jacques-Cartier, CS	343,07	1 127,35	1 510,42	1 385 723 \$	83 887 \$	1 277 096 \$
731000	Charlevoix, CS de	96,62	121,82	217,44	211 786 \$	28 289 \$	183 497 \$
732000	Capitale, CS de la	2 387,06	3 648,41	6 035,47	4 812 616 \$	368 775 \$	4 445 844 \$
733000	Décarville, CS des	485,22	1 441,82	1 927,04	1 405 381 \$	106 373 \$	1 296 008 \$
734000	Prémieres-Seigneuries, CS des	824,69	2 240,40	3 155,09	2 199 126 \$	202 014 \$	1 997 114 \$
735000	Portneuf, CS de	183,67	210,71	374,38	298 222 \$	35 633 \$	262 589 \$
741000	Chemin-du-Roy, CS du	642,03	1 932,64	2 574,67	2 172 822 \$	163 532 \$	2 019 290 \$
742000	Énergie, CS de l'	547,61	609,75	1 157,36	1 349 573 \$	125 323 \$	1 224 250 \$
751000	Haute-Côte, CS des	200,30	348,30	548,60	487 540 \$	43 848 \$	443 682 \$
752000	Région-de-Shebrooke, CS de la	1 095,37	1 566,82	2 672,19	1 601 845 \$	212 511 \$	1 089 334 \$
753000	Sarnia, CS des	232,17	277,58	509,75	436 650 \$	44 862 \$	382 087 \$
761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	3 201,18	2 163,04	5 364,22	4 281 987 \$	560 486 \$	3 721 481 \$
762000	Montréal, CS de	9 495,25	7 066,93	16 562,18	17 267 815 \$	1 863 354 \$	15 704 461 \$
763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	3 020,51	3 862,68	6 883,19	4 561 642 \$	539 028 \$	4 022 614 \$
771000	Drummond, CS des	780,76	681,69	1 462,45	1 048 870 \$	182 727 \$	866 143 \$
772000	Portage-de-l'Outaouais, CS des	645,76	895,14	1 540,90	948 187 \$	146 702 \$	801 485 \$
773000	Coeur-des-Valées, CS du	358,97	288,16	647,12	528 094 \$	72 690 \$	455 404 \$
774000	Haute-Bos-de-l'Outaouais, CS des	217,69	112,53	330,22	333 511 \$	70 396 \$	264 155 \$
781000	Lac-Témiscamingue, CS du	123,49	30,93	154,42	166 172 \$	30 038 \$	136 133 \$
782000	Rouyn-Noranda, CS de	270,36	329,73	600,11	518 852 \$	77 338 \$	441 517 \$
783000	Manitoulin, CS	145,98	335,33	475,34	441 296 \$	42 139 \$	399 159 \$
784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	305,21	374,75	679,96	613 791 \$	82 280 \$	531 511 \$
785000	Lac-Abitibi, CS du	120,02	243,48	372,49	374 840 \$	28 645 \$	344 104 \$
791000	Éboulé, CS de l'	218,72	487,33	706,05	759 152 \$	88 057 \$	671 095 \$
792000	Fer, CS de	150,91	293,33	444,24	330 762 \$	42 068 \$	288 694 \$
793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	23,58	25,58	49,16	26 736 \$	7 764 \$	18 972 \$
801000	Saint-James, CS de la	51,48	316,42	367,90	371 989 \$	20 480 \$	351 509 \$
811000	Îles, CS des	43,89	12,10	55,99	70 069 \$	12 521 \$	57 548 \$
812000	Chic-Choc, CS des	317,25	166,68	483,93	531 173 \$	51 293 \$	479 880 \$
813000	Rene-Lévesque, CS	276,57	814,22	1 090,79	848 308 \$	77 741 \$	770 567 \$
821000	Côte-du-Sud, CS de la	376,00	395,15	771,15	655 686 \$	72 290 \$	583 395 \$
822000	Appalachien, CS des	290,50	336,95	627,45	596 915 \$	65 625 \$	531 290 \$
823000	Beauce-Éboulé, CS de la	790,06	1 091,85	1 881,91	1 527 146 \$	145 660 \$	1 381 486 \$
824000	Navigation, CS des	487,04	1 612,46	2 099,50	1 433 180 \$	112 031 \$	1 321 149 \$
831000	Leval, CS de	1 530,14	3 748,08	5 278,22	3 486 247 \$	273 308 \$	3 212 842 \$
841000	Atholville, CS des	1 541,50	2 007,61	3 549,11	2 498 246 \$	295 364 \$	2 242 884 \$
842000	Sarnia, CS des	688,95	1 237,59	1 926,54	1 767 405 \$	170 814 \$	1 596 591 \$
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	642,84	1 058,25	1 701,09	1 448 130 \$	182 469 \$	1 265 661 \$
852000	Rivière-du-Nord, CS de la	737,06	1 828,69	2 565,75	1 895 955 \$	133 043 \$	1 762 912 \$
853000	Laurentides, CS des	231,36	705,69	937,05	774 741 \$	52 021 \$	722 720 \$
854000	Pierre-Neveu, CS	234,18	545,18	779,34	784 840 \$	62 185 \$	722 745 \$
861000	Sorel-Tracy, CS de	417,75	581,83	999,58	901 663 \$	94 118 \$	807 545 \$
862000	Saint-Hyacinthe, CS de	364,38	1 609,87	1 974,25	1 333 597 \$	77 862 \$	1 255 735 \$
863000	Hautes-Rivières, CS des	460,34	687,83	1 148,17	940 557 \$	100 744 \$	839 813 \$
864000	Marie-Victoria, CS	1 536,59	2 256,13	3 792,72	2 988 858 \$	309 064 \$	2 677 854 \$
865000	Pasadena, CS des	320,29	413,28	733,57	592 364 \$	122 472 \$	469 892 \$
866000	Val-de-Cerès, CS du	811,24	878,80	1 690,14	874 420 \$	88 590 \$	785 830 \$
867000	Grandes-Seigneuries, CS des	600,62	1 168,60	1 769,22	1 180 072 \$	119 302 \$	1 060 780 \$
868000	Val-de-la-Tour, CS de la	371,59	435,10	806,69	806 985 \$	80 336 \$	726 649 \$
869000	Trois-Lacs, CS des	343,41	564,05	907,46	519 640 \$	69 831 \$	449 809 \$
871000	Uxville, CS de la	211,17	160,62	371,79	323 871 \$	35 571 \$	288 300 \$
872000	Saint-François, CS des	404,78	725,22	1 129,99	881 520 \$	89 864 \$	791 656 \$
873000	Chénou, CS des	270,96	756,09	1 027,05	707 542 \$	75 532 \$	632 010 \$
881000	Central Québec, CS	40,79	61,57	102,36	67 065 \$	11 403 \$	55 662 \$
882000	Eastern Shores, CS	51,87	36,87	88,74	86 179 \$	13 106 \$	73 073 \$
883000	Eastern Townships, CS	130,16	225,60	355,76	363 357 \$	39 045 \$	324 312 \$
884000	Riverside, CS	283,68	246,12	529,80	422 624 \$	38 015 \$	384 611 \$
885000	St-William-Laurier, CS	301,27	229,87	531,14	351 195 \$	71 157 \$	280 038 \$
886000	Western Québec, CS	237,70	205,62	443,32	338 035 \$	51 390 \$	286 645 \$
887000	English-Montréal, CS	3 631,64	1 711,60	5 343,24	5 679 339 \$	686 161 \$	4 993 178 \$
888000	Lester-B.-Pearson, CS	1 029,68	1 801,73	2 831,41	2 545 599 \$	267 143 \$	2 278 456 \$
889000	New Frontiers, CS	127,33	603,87	731,20	532 378 \$	24 712 \$	507 666 \$
Total		80 889,68	68 489,07	149 378,75	96 928 398 \$	8 803 134 \$	87 125 264 \$

Services complémentaires aux élèves ayant des besoins particuliers en FGA et en FP

13



ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES CADRES SCOLAIRES

1195, avenue Lavigerie, bureau 170
Québec (Québec) G1V 4N3

Téléphone : 418 654-0014

Télécopieur : 418 654-1719

AQCS.CA

ANNEXE 11 - Précisions sur la mesure 12040 Aide aux élèves ayant des besoins particuliers

Cette allocation est apparue dans l'enveloppe fermée de la formation générale des adultes en 2008-2009. Elle était de 2 M\$ et s'appliquait seulement à la formation générale des adultes.

En 2012-2013, le Ministère précise dans les règles budgétaires que ce montant sert à bonifier les services éducatifs et de soutien offerts aux élèves adultes ayant des besoins particuliers, qu'ils soient inscrits à la formation générale ou à la formation professionnelle. L'allocation correspond à celle de 2011-2012, indexée. Les années suivantes, elle a été indexée.

Initialement, cette allocation servait uniquement à la clientèle de la FGA. Entre 2008-2009 et 2012-2013, la clientèle de la formation générale des adultes a augmenté de 5,9 % alors qu'en dollars constants, le montant par élève a diminué. Ce montant est passé de 40,91 \$ par élève à 39,28 \$ par élève en 2011-2012. En étendant la mesure à la formation professionnelle en 2012-2013, le montant par élève est passé à 16,30 \$, soit une réduction de 58,5 %. Par la suite, l'augmentation de la clientèle a fait en sorte que le montant a continué de baisser alors que les besoins ont augmenté.

ANNEXE 12 - Évolution des allocations pour le SARCA et les élèves ayant des besoins particuliers

Évolution de la clientèle¹

Année	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Clientèle en FP	67864	73042	74366	70566	70950	74769
Clientèle en FGA	48885	47261	50424	50921	51783	51744
Total	116749	120303	124790	121487	122733	126513

¹ Source : Indicateur de gestion du Ministère

Aide pour les élèves ayant des besoins particuliers

Année	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Clientèle visée	48885	47261	50424	50921	122733	126513
Allocation	2 000 000 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$
Montant par ETP	40,91 \$	42,32 \$	39,66 \$	39,28 \$	16,30 \$	15,81 \$

SARCA

Année	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Clientèle visée	116749	120303	124790	121487	122733	126513
Allocation	10 000 000 \$	10 000 000 \$	10 000 000 \$	10 000 000 \$	10 000 000 \$	10 000 000 \$
Montant par ETP	85,65 \$	83,12 \$	80,13 \$	82,31 \$	81,48 \$	79,04 \$

Données monétaires

Source : MEES – Règles budgétaires de l'année de référence

Clientèle

Source : Indicateurs de gestion du MEES de l'année de référence

ANNEXE 13 – Appariement des revenus et des dépenses des ressources matérielles de la formation générale des adultes pour l'année 2015-2016

Revenus			Source
Allocation du Ministère			
	Ressources matérielles	6 021 632 \$	5
	Formation à distance (RM)	284 055 \$	4,6
Cahiers d'exercices		4 182 958 \$	3
Autres types de matériel		953 753 \$	3
Autres activités		309 612 \$	3
		<hr/> 11 752 011 \$	
Dépenses			
300 Frais de déplacement		502 865 \$	2
400 Fournitures et matériel		7 272 720 \$	2
500 Services, honoraires et contrats		7 266 192 \$	2
800 Autres charges		519 143 \$	2
21200 Imprimerie et reprographie d'enseignement		?	
		<hr/> 15 560 921 \$	
Revenus - dépenses		(3 808 910) \$	

Source

1. Rapport financier 2015-2016 CS : 999 (TRAFICS) page 80
2. Rapport financier 2015-2016 CS : 999 (TRAFICS) page 81
3. Rapport financier 2015-2016 CS : 999 (TRAFICS) page 275
4. Certification des allocations budgétaires 2015-2016
5. 124 \$ par ETP *(47261 55 + 1300) (ETP de l'enveloppe fermée)
6. (124 \$ * 80%*1/1,05) par ETP *3006,63 ETP

ANNEXE 14 - Évolution de la clientèle en formation générale des adultes par catégorie de service

Année des règles Année de référence	2013-2014 2011-2012 a ETP	2014-2015 2012-2013 b ETP	2015-2016 2013-2014 c ETP	2016-2017 2014-2015 d ETP	2017-2018 2015-2016 e ETP	Variation f = e-a g=f/a ETP %	
Formation de base commune	9235,66	9706,73	10016,82	9570,04	9364,95	129,29	1 %
2 ^e cycle du secondaire	22393,14	22595,58	22112,75	21136,44	20229,53	-2163,61	-10 %
Formation à l'intégration sociale	7482,01	7824,83	8239,11	8305,16	8640,12	1158,11	15 %
Entrée en formation	516,14	592,22	640,55	617,72	819,68	303,54	59 %
Francisation	7059,08	6720,88	6360,74	5206,22	5317,12	-1741,96	-25 %
Formation socioprofessionnelle	4238,38	4346,65	4376,1	4294,45	4392,34	153,96	4 %
Total (ETP sanctionnés)	50924,41	51786,89	51746,07	49130,03	48763,74	-2160,67	-
ETP enveloppe fermée	47261,55	47261,55	47261,55	47261,55	47261,55	0	
Ajustement	1300,00	1300,00	1300,00	1300,00	1300,00	0	
ETP non financés	-2362,86	-3225,34	-3184,52	-568,48	-202,19	2160,67	-91 %

Source : Données fournies par le MEES

ANNEXE 15 - Évolution des montants pour la reconnaissance des acquis en formation générale des adultes et du coût horaire d'un enseignant à taux horaire entre 2006-2007 et 2017-2018

Année des règles budgétaires	2006-2007	2017-2018	Variation
Examen de formation générale des adultes pour la reconnaissance des acquis sans que le cours soit suivi	40,00 \$	40,00 \$	0 %
Épreuve « Prior Learning Examination » (PLE) pour Anglais, langue seconde	80,00 \$	80,00 \$	0 %
Épreuve synthèse (ES) pour Français, langue seconde et pour French, Second Language	80,00 \$	80,00 \$	0 %
Univers de compétences génériques (UCG), « Spheres of Generic Competencies » en tant que matière à option en 4 ^e et 5 ^e secondaire	290,00 \$	290,00 \$	0 %
Tests du General Educational Development Testing Service (GEDTS) en tant que matière à option en 4 ^e et 5 ^e secondaire 1503 x = Tests d'équivalence de niveau	150,00 \$	150,00 \$	0 %
Tests d'équivalence de niveau de scolarité du secondaire (TENS), Secondary School Equivalency Tests (SSET) et Test de développement général (TDG)	40,00 \$	40,00 \$	0 %
Coût horaire d'un enseignant à taux horaire	49,77 \$	61,50 \$	23,6 %


Source : MEES – Règles budgétaires de l'année de référence

ANNEXE 16 – Exemple de présentation du projet de règles budgétaires

Comparaison entre le texte de 2015-2016 et celui de 2016-2017. Dans le texte 2016-2017, les modifications du Ministère sont surlignées en jaune.

2015-2016	2016-2017
Aux fins de financement, les mentions « succès » et « échec » se définissent conformément au système de sanction du Ministère et ne concernent que les cours suivis et terminés au cours de l'année scolaire 2015-2016. Le financement d'un cours est accordé durant l'année scolaire au cours de laquelle l'évaluation ou l'examen a lieu.	Aux fins de financement, les mentions « succès » et « échec » se définissent conformément au système de sanction du Ministère et ne concernent que les cours suivis et terminés au cours de l'année scolaire 2016-2017. Le financement d'un cours est accordé durant l'année scolaire au cours de laquelle l'évaluation ou l'examen a lieu.
Dans le but d'assurer à l'élève adulte un suivi du temps alloué pour atteindre les objectifs du programme d'études en cause, le total des heures sanctionnées reconnues aux fins du financement ne peut excéder que de 20 % la durée normative du programme. Un tel dépassement est contrôlé lors du financement de la dernière année d'études de l'élève.	Article retiré ou article déplacé vers l'article x.
	<p>Pour un élève inscrit dans un parcours traditionnel, un cours suivi et terminé est considéré aux fins de financement lorsque celui-ci suit le cours pour sa durée totale. Cette durée est considérée lorsque les éléments suivants sont respectés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'élève est présent du début à la fin de la période de formation prévue pour le cours ; ➤ l'écart entre les heures de formation suivies par l'élève et les heures prévues pour le cours demeure marginal ; ➤ les absences observées de l'élève sont sporadiques.

Source : MEES – Règles budgétaires de l'année de référence



ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES CADRES SCOLAIRES
1195, avenue Lavigerie, bureau 170
Québec (Québec) G1V 4N3
Téléphone : 418 654-0014
Télécopieur : 418 654-1719
AQCS.CA